

Numéro 2 - 1^{er} semestre 2016 - 3 €

LA MAUVAISE HERBE



Une mauvaise herbe est une plante dont on n'a pas encore trouvé les vertus.



Semons la rébellion !

ZAD PARTOUT !

**DOSSIER : LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION À L'ÉCOLE**

Revue de la fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation

SOMMAIRE

Édito	3
Victoire pour une AVS	3
Un collectif pour ouvrir les frontières	4-5
Le numérique à l'école	6
Dossier : La liberté d'expression à l'école	7
Enseigner la liberté d'expression ? Oui, mais comment ?	7-8
Enseigner à Béziers	9
L'État était Charlie... donc pas moi	10
Pluralisme démocratique ou confusion ?	12
Patriotisme à l'école	13
Contre nous de la pyramide...	14
De quoi cette « laïcité » est-elle le nom ?	16
Liberté d'expression, jusqu'où ?	18
Zad partout !	20-21
Une librairie itinérante et autogérée	22
Philosophie et cinéma, un amour compliqué	24
Enseigner leur histoire aux enfants d'immigrés	26
Le collège de mes rêves, épisode 2	27
« C'est quoi ton genre ? » Un cahier de coloriage pour les enfants	28
À l'origine du cahier. Entretien avec Coco	29
Meurtre sexiste et média : un cas d'école	30
Israël-Palestine : le conflit dans les manuels scolaires	31
Le sifflet enroué : La pratique du « sport » à l'école	32
La domination sportive	33
En avant la zizique : Joe Hill, indomptable militant anarcho-syndicaliste	34
Notes de lecture	36
Films	38
Palmes académiques	39



Directrice de la publication : Brigitte Boada. **Comité de rédaction :** Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation. **Ont participé à ce numéro :** Collectif Chatô Sans Frontières, Isabelle, Franck, Régis, Pierre, David, Jenkurti, Élise, Annik Plénacoste, Léo, Alain, Section supérieur recherche Nanterre, Jean-Claude, Pascal Moncey, Grouchos, Fabrice, Nathalie. **Maquette :** Maïlys, Pierre, Pascal. **Imprimeur :** Scopie (Toulouse).

Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation :
www.cnt-f.org/fte - mail : fede-educ@cnt-f.org - 07 82 14 98 31

SEMONS LA RÉBELLION

Nos libertés sont réprimées : liberté d'expression, de circulation, de manifester, de se réunir. Nous avons décidé d'y consacrer notre dossier.

ÉTAT POLICIER

Les attentats furent l'occasion pour les gouvernements de renforcer l'arsenal autoritaire : ceux de janvier 2015, le prétexte à la loi sur le renseignement, ceux de novembre, à l'instauration de l'état d'urgence. Les fascistes, les nationalistes, les religieux, s'entendent à merveille avec les politiciens pour enfermer nos vies dans un carcan réactionnaire, obscurantiste et rétrograde. Nous ne voyons pas la fin de leurs dérives sécuritaires.

Ces politiques fabriquent du malheur, de la misère et de l'injustice. Précaires, étrangers fuyant la guerre,



l'oppression ou la faim, en sont les premières victimes.

ICI ET MAINTENANT UN AUTRE FUTUR SE DESSINE

En soutien à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes et à toutes les luttes de territoires, nous avons choisi d'illustrer l'ensemble de ce numéro avec des photos prises lors de la manifestation du 27 février.

Autre raison d'espérer, le mouvement social contre la loi « *Travaille !* » qui, à l'heure où nous écrivons, redonne déjà de belles couleurs au mouvement ouvrier.

SEMONS LA RÉBELLION !

À l'image du film *Merci Patron !*, finissons-en avec tous les Bernard Arnault de la Terre. Ne nous couchons plus jamais !



MOBILISATION VICTORIEUSE EN FAVEUR D'UNE AVS

Le retour à la case pôle emploi est le sort réservé à la grande majorité des AVS après deux ans de service. La perspective de recrutement en CDD de droit public à l'issue de leur premier contrat s'avère en effet largement illusoire pour les AVS, recrutés de façon quasi-obligatoire en CUI.

Le cas du collègue Anne Frank apparaît donc comme une victoire symbolique.

La mobilisation s'est déclenchée peu avant les congés de fin d'année, lorsqu'une enseignante a découvert par hasard que le rectorat avait l'intention de se passer des

services de l'une des AVS du collège à la rentrée de janvier. C'est la solidarité de l'ensemble des acteurs de l'établissement et de l'association du quartier Saint-Bernard qui a permis d'obtenir un retournement de situation *in extremis*, la veille des vacances. Après une lettre ouverte courroucée des huit autres AVS de l'établissement, une demande d'audience des enseignants au rectorat – toutes deux restées sans réponse – et le soutien manifesté par Sud éducation et la CNT, c'est finalement, semble-t-il, une pétition des parents d'élèves qui a permis d'obtenir le revirement du rectorat.

Puisse cette victoire en annoncer d'autres !



QUELQUES GOUTTES D'ENTRAIDE DANS UNE MARE D'INDIFFÉRENCE UN COLLECTIF POUR OUVRIR LES FRONTIÈRES (DE L'ÉDUCATION)

Ce n'est pas tant le récit d'une grande épopée du bénévolat étudiant que nous souhaitons vous délivrer ici, mais simplement le projet, à notre sens humble et spontané, d'une expérience humaine qui nous a tous enseigné, et nous enseigne encore, la réalité du terrain et la beauté brute des rapports humains.

Lorsque qu'à la rentrée 2015 la mort d'Aylan Kurdi crève le tissu médiatique, la prise de conscience collective qui s'empare de l'Europe fait son chemin jusqu'à notre petit lycée rennais. Préalablement sensibles à cette cause des migrants, nous nous réunissons pour tenter de canaliser nos aspirations respectives, pour essayer, tant bien que mal, de mettre notre pierre à l'édifice. Après quelques réunions balbutiantes, nous décidons de nous fédérer sous la bannière d'un collectif : le CCSF (Collectif chatô sans frontières). Ce collectif regroupe au début plus d'une cinquantaine de personnes, entre personnel du

d'abord, humaines ensuite.

Nous avons eu la chance de rencontrer Sophie Pflanel*, maîtresse dans une classe pour élèves allophones à Rennes, dont la détermination est d'autant plus grande que l'académie de Rennes ne daigne pas bouger le petit doigt pour créer un Casnav (Centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs) dans la région. En parallèle, une entrevue est organisée avec Aurélie Naudiais, véritable pilier associatif de la ville. Grâce à ces deux personnes, nous prenons connaissance des véritables individus qui existent derrière les « migrants » auxquels nous avons pensé.

Début octobre, nous nous rendons à l'école de l'Ille une fois par semaine, le lundi soir ou le vendredi soir, après l'école, afin de pratiquer des activités périscolaires dans l'enceinte de l'établissement. De la



lycée, professeurs, étudiants et lycéens. Les tâches vont ainsi se répartir et deux groupes vont se constituer, d'un côté les profs et le personnel du lycée, de l'autre, les étudiants et les lycéens. Ces deux groupes travaillent de façon autonome, selon les capacités et les disponibilités des uns et des autres, et communiquent régulièrement afin de converger vers certaines actions communes.

En ce qui nous concerne, page facebook, logo, entretiens avec les « grands manitous » du volontariat rennais, tout s'enchaîne assez vite dans notre petite routine estudiantine bien vernie. Nous idéalisons encore nos aptitudes et rêvons de pouvoir rencontrer au plus vite des familles afin de les aider. C'est sans compter sur la difficulté des conditions administratives

lecture d'albums aux petits chevaux, en passant par le dessin et les Kapla, chacun apprend à s'adapter aux sensibilités des élèves qui semblent être, au fil des semaines, heureux de voir de nouvelles têtes. D'autres suivent des élèves plus âgés, directement dans les familles, dans le cas de collégiens ou de lycéens ; ici le contact est plus direct, l'expérience plus forte, l'aide apportée semble davantage palpable. Enfin, une partie du collectif parvient à monter plusieurs collectes de vêtements au sein du lycée, avec pour objectif d'en faire don à l'association « Tous pour la Syrie ». Les profs, de leur côté, organisent plusieurs conférences, des rencontres, des débats, des projections de films – à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement. Des cours de conversation hebdomadaires pour adultes sont

également proposés au lycée.

Dans l'ensemble, la majorité de ces initiatives perdurent. Elles nous apportent beaucoup, elles nous permettent de sortir de notre bulle intellectuelle, et bien souvent de notre milieu social aux contours bien plus lisses. Mais surtout, elles diffusent parfois un petit embrun joyeux dans le quotidien mouvementé de ces familles, qui sont souvent traînées d'hôtels en hôtels, de centres d'accueil en hôtels.

Ce qui nous a sauvés dans ce projet, c'est la prise de conscience d'une informalité nécessaire. En effet, se présenter à ces enfants comme de simples étudiants lambda, qui plus est, de simples individus motivés, nous a permis de créer des liens plus forts, et de fait plus humains. C'est en ce sens que nous esquissons parfois un petit sourire timide, sachant que nous avons pu nous extirper de notre cadre habituel pour partager nos connaissances et nos aptitudes avec ceux qui en ont le plus besoin aujourd'hui.

Si dans l'ensemble le bilan est, à présent, très positif, il y a tout de même une certaine ombre au tableau. Tout d'abord, outre la difficulté pour rentrer en contact avec les familles, du fait de leur mobilité incessante et imposée, il convient de noter que certains organismes ne se sont pas montrés très coopérants. L'école de l'Ille, dans laquelle nous intervenions, nous a interdit l'accès aux activités périscolaires il y a un mois, avec pour prétexte l'impossible transfert de responsabilité entre la maîtresse des enfants durant le temps de classe, les animateurs de l'accueil périscolaire lors du temps d'étude, nous, et les parents. Première amertume.

Certes, la question de la responsabilité est une question centrale, mais cette prépondérance de l'administratif et du règlement implacable des normes officielles tend à devenir insupportable et à détruire les possibilités de rapports humains simples. Heureusement, nous avons pu bénéficier de ce temps de suivi « officiel » dans le cadre de l'école pour tisser des liens avec les enfants. Aujourd'hui, certains d'entre nous sont rentrés en contact avec les familles et peuvent les suivre de façon autonome et indépendante : les accompagner chez le dentiste, à la médiathèque, les emmener au cinéma, aller simplement discuter et rire de nos accents respectifs, bref, vivre simplement. Tout ceci est véritablement important à nos yeux, d'autant plus que nous ne sommes pas si nombreux à être impliqués. Seconde nuance à l'aventure CCSF. Nous sommes environ une



petite trentaine de membres actifs étudiants au sein du collectif. Sur cette trentaine, nous ne sommes que 2 étudiants masculins, en filière littéraire, et près de 95 % à être en classe préparatoire. Ce ne sont que les chiffres qui parlent ici, et ils peuvent mener aisément à quelques conclusions grinçantes. Il est à mon sens très triste de voir que tant de lycéens, qui auraient beaucoup de temps à investir en comparaison avec celui des prépas, ne soient pas sensibles à ce genre de projets, et restent paisiblement dans leur bulle, dans une indifférence manifeste. Même constat chez les profs : une fois passée la fièvre solidaire des premières semaines, la routine semble « faire oublier » que la situation des migrants, elle, même si elle est reléguée à un second plan dans la sphère médiatique (quand elle n'est pas clairement manipulée), ne s'améliore pourtant pas.

Mais le CCSF est encore sur pied et nous espérons que beaucoup reprendront le flambeau quand nous ne serons plus là, que le petit noyau de profs qui résiste puisse continuer de faire vivre le Collectif, dans le même esprit humain et passionné que celui qui l'anime à l'heure actuelle. Nous avons été confrontés à des situations aussi magnifiques que difficiles, à des individus qui manifestent leur envie de vivre, à des personnes qui nous prouvent par le simple fait d'être avec nous que la notion d'étranger est une notion creuse et pathétique, et nous souhaitons sincèrement que certains seront amenés à diffuser cette expérience et à la vivre.

COLLECTIF CHATÔ SANS FRONTIÈRES

* Les noms donnés dans cet article sont fictifs, afin de préserver l'anonymat des personnes concernées.



LE NUMÉRIQUE À L'ÉCOLE

En septembre, le « café pédagogique » publiait les résultats de la dernière enquête PISA : « Les pays qui se sont lancés dans une informatisation rapide de l'enseignement obtiennent de mauvais résultats ». Pire : globalement, plus un jeune utilise les nouvelles technologies à l'école, moins bons sont ses résultats.

Réplique de la ministre : « Ces résultats confirment la nécessité du plan numérique pour la réussite des élèves » ; Najat Vallaud-Belkacem insistant sur le plan de formation qui prévoit trois jours pour les enseignants et le développement de ressources pédagogiques afin de tirer profit des bénéfices du numérique à l'école.

Le ministère manie le verbe avec toute la pratique de la « novlangue » ! Trois jours de formation vont permettre à tous les enseignants de devenir enfin des pédagogues capables d'utiliser l'outil informatique de manière performante. Trois jours seulement, on se demande pourquoi personne n'y avait pensé avant... Ils vont tirer profit de quoi ?... Des bénéfices du numérique ? Mais les enquêtes démontrent qu'il n'y a pas de bénéfice.

On peut donc légitimement se poser la question, pourquoi faut-il absolument du numérique à l'école ? Le numérique favorise-t-il le développement de la pensée ? La capacité à réfléchir le monde ? La capacité à agir sur son environnement ? Le numérique favorise-t-il les relations humaines ? La socialisation ? Est-il un élément indispensable de la construction de l'esprit critique ?

Le numérique est un outil parmi beaucoup d'autres et l'émancipation des enfants des classes défavorisées ne se fera certainement pas avec le plan numérique prévu par l'État. On constate déjà que l'utilisation de cet outil varie selon les classes sociales et que les inégalités apparaissent également dans ce domaine.

Il est étonnant de voir comment en cette période de soi-disant crise, on ne compte pas l'argent donné pour le numérique. Les grandes marques d'ordinateurs, de tablettes se gobergent avec l'argent des contribuables tandis que les enseignants continuent d'accueillir les élèves dans des locaux souvent vétustes ou mal entretenus, tandis que l'espace vital des cours d'école diminue, qu'il manque de gymnases, de préaux, de toilettes décentes...

Avec le numérique, on voudrait nous faire croire que la pédagogie va progresser.

L'usage de l'ordinateur dans la formation et l'information des enseignants est devenu incontournable. Les échanges de pratiques, la réflexion en commun alimentée par des apports théoriques des uns ou des autres, tout cela disparaît au profit d'apports formatés, rigides, numérisés. Il est à craindre que la pensée unique oblige chaque enseignant à se conformer à ces façonnages. Les puissants pourront ainsi contrôler tout le corps des professeurs, ce qui se fait déjà dans le secondaire. Le numérique est un moyen de coercition qui favorisera la soumission des enseignants et celle des élèves.

Ce constat n'est pas une fatalité. Il est toujours possible de contourner ces lubies technologiques pour insuffler dans nos écoles la vie, la créativité. La pédagogie doit rester le cœur de notre métier et les outils utilisés doivent être contrôlés et au service des objectifs d'émancipation des enfants pour la construction d'une société plus juste.

ISABELLE

CNT éducation 94



LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À L'ÉCOLE

Pour nous, militant.e.s libertaires, syndicalistes affilié.e.s à la CNT, impossible de rester muet.te.s face à la déferlante d'injonctions paradoxales dont les politiciens – dirigeants ou non – ont usé depuis les attentats contre Charlie Hebdo et le magasin « Hyper cacher » de Vincennes en janvier 2015 puis après les tueries dans Paris en novembre 2015.

Si nous avons été confronté.e.s comme tout le monde à l'horreur des attentats, à la profonde inquiétude qu'ils ont provoqués chez chacun.e d'entre nous et à la volonté d'y faire face, nous avons aussi été révolté.e.s par la répression que le ministère de l'Éducation nationale a organisée en semant la confusion. Alors qu'il appelait les enseignant.e.s à promouvoir des débats dans les classes, il demandait dans le même temps de dénoncer des élèves qui tiendraient des propos « non conformes ». La délation comme garantie de la liberté d'expression ? Qui pouvait y croire ? Pourtant les premières sanctions sont arrivées : la suspension et le déplacement d'office d'un professeur de philosophie à

« Si l'on ne croit pas à la liberté d'expression pour les gens qu'on méprise, on n'y croit pas du tout. »
[Noam Chomsky]

Poitiers pour « apologie de terrorisme », la convocation par la police d'un enfant de huit ans à Nice dénoncé par son enseignant pour les mêmes raisons ou encore le licenciement d'animateurs du péri-scolaire à Paris pour non respect de la minute de silence imposée. Dans le même temps, s'ouvrait la chasse aux élèves en « voie de radicalisation », chasse au voile, aux barbes, aux jupes trop longues, faisant l'objet de circulaires rectorales.

Au comble de l'horreur, nous avons décidé de ré-interroger collectivement le sens de ces mots : liberté d'expression, laïcité... Des mots galvaudés, manipulés à l'envi par le pouvoir et qui pourtant fondent notre humanité, emblématiques de nos combats passés et à venir, à reconquérir toujours.



ENSEIGNER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ? OUI, MAIS COMMENT ?

Suite aux meurtres perpétrés contre l'équipe de rédaction de « Charlie Hebdo » en janvier 2015, des millions de personnes ont défilé pour défendre la liberté d'expression. Comme à chaque événement d'importance le gouvernement a rajouté une mission à l'école : enseigner la liberté d'expression.

Cette défense gouvernementale a commencé par une minute de silence, ce qui est un moyen pour le moins étrange de cultiver l'expression. Ceci ne serait rien s'ils s'étaient arrêtés là, mais ils ne sont pas à une contradiction près puisque très rapidement la ministre de l'éducation nationale dénonçait « des questions insupportables » des élèves et prenait des mesures répressives contre les élèves, parents et enseignants qui auraient tenu des propos jugés inacceptables ou perturbé la minute de silence. Voici une manière étrange de défendre la liberté

d'expression.

Je comprends effectivement que certains discours puissent être particulièrement difficile à entendre mais, sauf cas très clair d'appel à la haine, le problème n'est pas tant d'entendre ces paroles que des personnes puissent les penser. Si nous ne voulons pas que ces idées existent, il faut les combattre sur le terrain de la pensée. Pour cela il faut discuter et il s'agit donc d'abord de créer un climat, une ambiance qui permette à chacun de s'exprimer ; ensuite de recevoir ces paroles sans préjugé et avec le recul nécessaire ➡



⇒ quand on écoute des enfants et des adolescents. L'enseignant, et plus généralement l'éducateur, doit faire la part de ce que ces paroles peuvent contenir de provocations ou au contraire d'ignorance naïve. Il devient alors possible, non pas de tout accepter mais de tout mettre en débat, d'éclairer par des connaissances objectives, par des faits historiques les différentes interprétations des événements géopolitiques contemporains. Ce n'est que de cette manière qu'on peut espérer éduquer et amener chacun et chacune, élèves et enseignants, à sortir de son petit univers de représentation et s'ouvrir aux visions des autres. Ce chemin peut nous amener à construire un monde ouvert basé sur la raison et le dialogue. Toute autre solution, en particulier celles qui imposent le silence, amènerait à entretenir les incompréhensions et sèmerait les germes des futures barbaries.

Pour pouvoir discuter en classe encore faut-il que la parole y soit libérée. En plus d'objectifs plus disciplinaires (maîtrise de la langue orale) c'est bien le but de certains dispositifs utilisés en classe coopérative : conseil, quoi de neuf, DVP (Discussion à visée philosophique), messages clairs, présentation d'exposés ou de travaux personnels... Ces dispositifs installent une habitude de libre expression. Celle-ci ne prend pas place comme des moments de récréation, bien que les enfants puissent y trouver du plaisir, mais bien comme des moments institués de parole où l'écoute dans le respect et le besoin de se faire comprendre prennent tout leurs sens. Ils permettent de découvrir la nécessité de justifier ses propos pour pouvoir faire partager ses points de vue et créent du commun dans la classe. Encore une fois cela ne veut pas dire que la pensée est uniforme mais bien qu'un espace d'échanges s'institue petit à petit et rend possible le vivre ensemble. Espace d'échange qui manque cruellement dans notre société mais parfois aussi dans nos mouvements militants.

LE CONSEIL

Le conseil est un moment régulier et régulateur de la

vie de classe. Il a pour but de gérer les conflits et surtout de prendre des décisions quant au fonctionnement et aux activités de la classe. Il a souvent lieu toutes les semaines. Plusieurs dispositifs différents existent pour faire vivre le conseil mais c'est dans tous les cas un espace de décisions démocratiques où les échanges sont encadrés. On trouve dans la littérature pédagogique de nombreuses méthodes différentes pour mettre en place un conseil.

LE QUOI DE NEUF

Pendant ce temps de classe, placé souvent le matin, les enfants sont libres de parler de ce qui leur tient à cœur. Chaque présentation est suivi d'un échange de questions.

DVP OU DISCUSSION À VISÉE PHILOSOPHIQUE

Il ne s'agit pas d'apporter un contenu philosophique aux élèves mais bien de créer un espace de réflexion commune autour de grandes questions existentielles ou éthiques qui ne peuvent trouver de réponse dans les sciences humaines ou expérimentales. Un dispositif régulateur qui répartit les rôles (animateur, distributeur de parole, reformulateur, synthétiseur...) permet des débats sereins et facilite l'acquisition des compétences langagières et réflexives. L'ambition, au-delà des objectifs scolaires est bien la maturation d'une intelligence collective.

LES MESSAGES CLAIRS

Il s'agit d'un protocole de discussion interindividuel qui permet aux enfants d'apprendre à régler leurs petits problèmes ou conflits de manière autonome. Il est utilisé lorsque un enfant rencontre un problème avec un autre. Le premier demande au second si il peut lui parler, lui relate les faits qui lui posent problème, lui explique ce qu'il a ressenti à cette occasion et finit par lui adresser une demande explicite. Il vérifie ensuite s'il a bien compris.

FRANCK

CNT éducation-Santé social 34

PETITE BIBLIOGRAPHIE PRATIQUE

Voici une liste de quelques ouvrages qui proposent, entre autres, des pistes pour la mise en place des dispositifs évoqués. Il s'agit bien sûr de suggestions qui mériteront d'être adaptées par chacune et chacun à sa propre façon d'enseigner.

Apprendre avec les pédagogies coopératives. Démarches et outils pour l'école, Sylvain Connac, ESF éditeur,

collection pédagogies, 2009, 23 €.

Entrer en pédagogie Freinet, Catherine Chabrun, éditions Libertalia, collection N'autre école, avril 2015, 160p, 10€.

Les ouvrages de Michel Tozzi et bien sûr, ceux de Célestin Freinet ainsi que l'ensemble des publications liées à l'Icem.

ENSEIGNER À BÉZIERS

Régis, professeur des écoles, a enseigné à Béziers, la ville dirigée par Robert Ménard, élu avec le soutien du Front national et de Debout la République. Tout un programme...

J'ai passé 4 ans comme enseignant de primaire à Béziers, dont ma dernière année scolaire (2014-2015) avec Robert Ménard comme maire de la ville.

Béziers est une des villes les plus pauvres de France (4e ville la plus pauvre en France métropolitaine en 2014 selon l'analyse du Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale) et cette pauvreté est notamment concentrée en centre ville. Mon école était située dans le centre, en zone d'éducation prioritaire, aujourd'hui appelée Rep+. Le quartier concentre en effet beaucoup de difficultés : chômage, pauvreté, trafics, violences...

Après un bilan peu reluisant de la droite de Raymond Couderc, aux commandes de la municipalité pendant de nombreuses années, Robert Ménard a pu se faire élire maire aux dernières élections municipales. Il n'est pas officiellement Front National, mais il en épouse largement les idées nauséabondes, avec une certaine efficacité et un sens de la communication dû sans doute à son ancien métier à la tête de Reporters sans frontières (!).

Ses premières mesures, largement médiatisées, ont été de proposer le port de la blouse à l'école (heureusement rejeté par tous les conseils d'école de la ville), puis de réactiver une loi sur le secteur sauvegardé du centre ville interdisant le linge aux fenêtres et les paraboles. Il a ensuite enfreint les règles de laïcité en mettant une crèche à la mairie pendant la période de Noël. En mars 2015, il a fait débaptiser la rue du 19 mars 1962 commémorant la fin de la guerre d'Algérie (accords d'Évian), pour la remplacer par la rue Hélié Denoix de Saint Marc, du nom d'un ancien putschiste de l'OAS. Enfin, plus récemment, en mai 2015, il a encore fait parler de lui en laissant entendre que la mairie avait constitué des fichiers d'élèves en fonction de leur prénom à consonance musulmane ou chrétienne, ce qui là aussi est évidemment illégal.



Ces décisions visent et touchent les populations d'origines étrangères, le but étant de « vider » le centre ville de celles-ci. Robert Ménard divise pour mieux régner.

Dans les écoles, l'ambiance est plus tendue. Les élèves comprennent et craignent pour leur avenir. Après le scandale des fichiers, certains affolés sont venus nous voir en nous disant : « le maire veut nous virer ! ». Difficile après ça de se concentrer sur la grammaire ou les mathématiques...!

Ménard a aussi profité des soucis de violence que nous avons à la sortie de l'école pour venir se positionner en sauveur, devant l'école (sans que nous ne lui ayons rien demandé !), accompagné de journalistes évidemment ! Par contre, quand en septembre 2015, il a agressé verbalement (insultes et intimidations) un collègue de l'école voisine qui refusait de lui serrer la main, c'était sans couverture médiatique cette fois-ci !

Des pétitions circulent pour demander la révocation de Robert Ménard, hélas sans succès. Pour l'instant !

MÉNARD ET L'HISTOIRE

En Histoire, Ménard est dans la tradition de l'extrême-droite : la détourner de sa rigueur scientifique pour édifier le grand roman national. Pour lui, il faut aimer La France. Il l'affirme dans le *Journal de Béziers*, son outil de propagande local. À l'occasion des cérémonies du 11 novembre 2015, il écrit : « La France était une famille, son histoire une biographie ».

Les liens entre lui et les « historiens de garde » sont forts. En décembre, Béziers organisait deux représentations gratuites de « Napoléon, l'opéra rock » (!), projet à l'origine duquel on retrouve Dimitri Casali.

En réplique, des enseignants d'Histoire du lycée Jean-Moulin de Béziers ont adressé une lettre ouverte au maire pour lui demander d'arrêter d'instrumentaliser l'Histoire et cesser « de « torturer » la mémoire de Jean Moulin ». Le résistant est en effet la dernière cible de la mairie d'extrême-droite : après avoir racheté sa maison natale, elle veut en faire un musée. Et dénoncer, dixit Ménard, « la façon dont est enseignée l'histoire à nos enfants ». Déroulant ainsi les arguments habituels des fachos contre l'enseignement, laxiste et orienté à gauche depuis mai 1968...



PIERRE
CNT éducation 35

RÉGIS
CNT éducation 34



L'ÉTAT ÉTAIT CHARLIE... DONC PAS MOI

Début 2015, de jeunes français engagés dans la cause fondamentaliste islamiste ont assassiné des caricaturistes, des journalistes et d'autres salariés du journal « Charlie Hebdo » et des clients comme du personnel du magasin Hypercashier.

Rapidement, une forte émotion s'est propagée. Les gens ont été touchés pour diverses raisons, parfois même contradictoires.

Il faut se rappeler l'atmosphère tendue dès mercredi (assassinat au journal), jeudi (mort d'une policière à Montrouge) et vendredi (date de l'attaque du supermarché juif). L'État se devait de réagir face à ce qui était devenu une psychose généralisée.

Le jeudi, je parle à mes élèves de CM2 de ce qui s'est passé la veille. Comme pour chaque séquence pédagogique je me suis fixé des objectifs de séance. Là : expliquer les faits, le journal satirique, distinguer le fait de croire en dieu et tuer en son nom. Ce même jour, une collègue pleure : son mari est confiné à Montrouge. Des coups de feu ont été entendus.

Le jeudi, l'État réagit en imposant la minute de silence en mémoire des victimes... mais à midi. Et à midi, je ne suis pas fonctionnaire, je suis en pause.

Des collègues vont rejoindre les élèves. Ils se tournent vers moi et ne comprennent pas que moi, qui condamnais les attaques, je ne vienne pas communier dans cet « élan républicain ». Je leur explique calmement, que l'État n'a pas à me dicter ma façon d'être triste et je crois qu'ils ont compris.

Certains reviennent choqués de la minute de silence. « Untel et unetelle ont dit que c'était bien fait et qu'ils n'avaient pas à insulter le prophète ».

Le vendredi, tout l'après midi, pendant la prise d'otage de l'Hypercashier, nous entendons des sirènes de police passer sur le périphérique tout proche de l'école. Des collègues passent dans la classe pour me raconter ce qu'il se passe.

À la fin du cours, Mohamed, un élève, me demande tout penaud : « – Ce sont les musulmans qui ont fait ça ? – Non pas exactement. Ce sont des radicaux musulmans. Mais, il y a plein de musulmans qui condamnent ce qu'il se passe ».

Pendant cette période, mon (nouveau) métier a pris toute sa splendeur : je pouvais parler avec les élèves, à partir d'éléments concrets, de la solidarité, de la tolérance, de l'obscurantisme religieux... Toute l'année, dans cette école difficile, nous avons travaillé sur le racisme et en même temps travaillé sur la mise en place de rapports moins violents, plus respectueux les uns vis-à-vis des autres. Pas besoin de servir une soupe républicaine et parler de valeurs sans cesse bafouées par l'État et le capitalisme. Je ne me voyais pas dire à mes élèves que la France est le pays des droits de l'Homme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ou alors, je ne sais pas comment il traite les étrangers sans papiers, les réfugiés, les chômeurs et les pauvres, les licenciés... En revanche, j'ai parlé des droits de l'Homme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, de la tolérance, du vivre ensemble avec eux.



Comment les mettre en place ? Nous, là, directement ?

Il fallait se prémunir de l'après Charlie et de toute l'émotion suscitée qui peut empêcher de réfléchir, ne pas tomber dans la récupération politique car cette période fut très particulière. Un flot d'immondices allait se déverser. On voyait Sarkozy, grand ami des patrons de la presse s'attrister pour la liberté de la presse (des médias ?).

L'État feignait de découvrir que des jeunes ayant grandi dans son système avaient perpétré ces meurtres. Pourquoi ce phénomène ? L'analyse ne se fit pas dans la finesse. Aucune remise en question de la misère, du néocolonialisme, du racisme d'État envers les basanés et surtout les musulmans qu'il stigmatise et exclut.

Au lieu de cela, l'État et certains médias se sont tournés vers l'école. Nous pouvions presque entendre : « Pourquoi avez-vous mal fait votre boulot ? Celui de servir le catéchisme républicain ! ».

Dans la foulée, Hollande présenta ses vœux au monde éducatif. Il fit des annonces (comme d'habitude), qui ne changeront pas nos habitudes : il plaide pour « le respect et la politesse, et d'abord à l'égard du maître ». La laïcité est mise en avant et l'éducation morale et civique prend une place plus importante. Peu de temps après, nous participions à la lutte contre la fermeture de classes... dans le 19e, quartier où les frères Kouachi ont grandi.

DAVID F.

CNT éducation 75

SI J'ÉTAIS UNE AUTRE ÉCOLE

J'avais écrit cette contribution pour la revue « N'autre École-Question de Classe » qui ne l'a pas publiée dans sa version papier. Pour ne pas que ce billet s'évapore, je vous le livre ici.

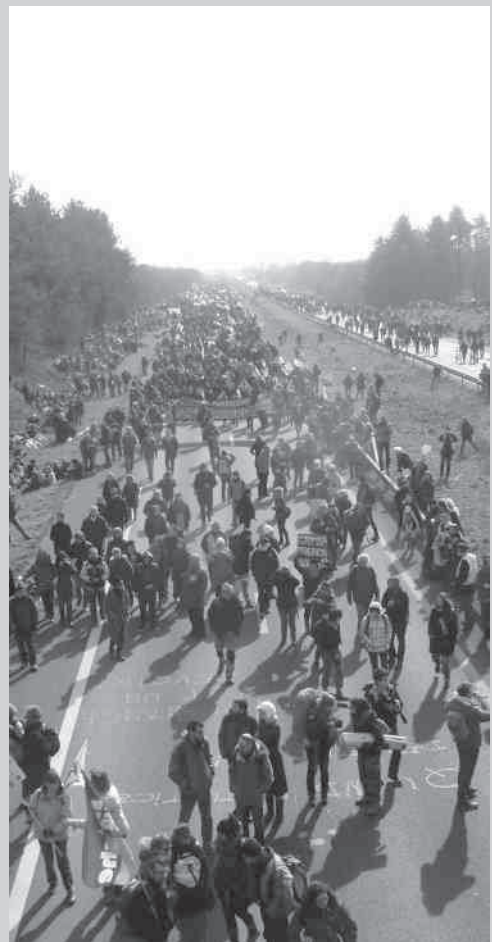
Si j'étais une autre école, je laisserais aux élèves le temps. Le temps de rêver, le temps qu'ils se rendent compte que ce qu'ils apprennent est utile. Les classes seraient plus petites. Les apprentissages seraient autres. L'école éduquerait à la solidarité, à l'estime de soi, à la coopération. Les élèves prendraient plus d'initiatives, attirés par leur curiosité. L'écologie ne serait pas une leçon mais la pratique du jardinage bio par exemple.

Les professeurs feraient plus confiance aux élèves. Ils chercheraient à s'adresser autrement à eux. L'autoritarisme s'estomperait rapidement.

L'école serait plus en lien avec la société mais la société serait tout autre.

Car autour de l'école où je travaille, les élèves ne sont plus totalement des enfants. Certains se prennent des raclées par leurs parents, doivent s'occuper de leurs frères et sœurs. Ils connaissent la pauvreté... Et l'école semble alors tellement loin de leur réalité sociale. Face à ça, et par imitation pour des aînés « respectés », certains ne sont plus totalement des enfants mais des durs en formation qui vont prendre un mauvais tournant.

La société les a fait grandir trop vite. À l'image de l'école qui pratique une certaine violence, elle ne leur a pas donné le temps...



PLURALISME DÉMOCRATIQUE OU CONFUSION ?

Une grande affiche à chaque étage des Champs Libres, la grande bibliothèque de Rennes, fait l'apologie de la liberté d'expression avec cet unique commentaire « le respect du pluralisme est une des conditions de la démocratie », citation du Conseil Constitutionnel du 18 septembre 1986. Rien de plus évident à première vue. Cependant, sur chacune d'elles, le choix et la mise en scène des documents proposés sont problématiques.

Ainsi, une couverture de *Charlie Hebdo* est placée à côté de *Minute* puis du *Monde Libertaire*. Ce qui choque, c'est que la fausse lisibilité de l'affiche peut amener à toutes les analyses. Ainsi, *Minute* serait-il un hebdomadaire respectable, voire indispensable dans une démocratie ? Ne pourrait-on rétorquer que ce journal a régulièrement été condamné, notamment pour injure avec un propos comme « Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane » ? D'aucun y trouverait aisément un caractère raciste. La pluralité irait-elle jusqu'à accepter toute expression, y compris les plus viles, au nom de la liberté ?

Sans pour autant dire que *Minute* et le *Monde Libertaire* seraient deux extrêmes de l'expression politique, que l'un devrait pouvoir exister au même titre que l'autre, que les extrêmes se ressemblent et que la démocratie a cette qualité d'intégrer ses pires ennemis, nous pouvons répliquer qu'il est douteux d'y associer *Charlie Hebdo*. Car il s'agit d'un hebdomadaire satirique, qui participe d'un registre à distinguer de celui de l'expression politique, qui ne souffre pas toujours du second ou du troisième degré. Néanmoins, placer cet hebdomadaire avec *Minute* et le *Monde Libertaire* pourrait signifier que toute expression « politique » serait respectable au nom d'une solidarité avec ceux qui ont été abattus

par des « ennemis de la démocratie ». Cette caution vaut-elle aussi pour ceux qui professent des attitudes racistes, homophobes,...

Le reste de l'affiche ne paraît pas plus clair. Mettre côte à côte *Mort à Crédit* de



Céline et *Le Suicide Français* de Zemmour, sème la confusion entre un roman et une œuvre d'analyse « politique ». Est-on censé en comparer les deux styles ? Le contenu ? Et quel lien faire entre *Les Versets Sataniques* de Rushdie, roman qui propose une lecture critique de l'Islam, et l'œuvre raciste, sexiste et homophobe de Zemmour ? Or, « valoriser des ouvrages racistes, antisémites, islamophobes, homophobes, sexistes ne peut être légitimé par le simple fait de les placer au milieu d'ouvrages qui ne contiennent pas de discours d'extrême droite ou qui s'y opposent. Au contraire, ce procédé est dangereux. Il entretient une confusion des esprits qui met tous les discours sur un pied d'égalité. »⁽¹⁾

Cette affiche a suscité la colère de plusieurs organisations⁽²⁾, qui ont signé un tract demandant son retrait (dont ce texte reprend les grandes lignes). Car soit il y a une réflexion réelle derrière cette mise en scène et il serait bon de la partager, soit cette affiche a été faite sans aucun recul critique et il s'agirait alors d'une campagne foireuse que les commanditaires afficheraient mais qu'ils seraient dans l'incapacité de justifier. Il y a dans les deux cas un mépris de la démocratie puisqu'elle ne peut aller sans un discours rationnel, certes complexe mais qui s'appuie sur des principes clairs.

JENKURTI

(1) Extrait du texte *Champ libre à l'extrême droite* diffusé par un collectif d'organisations syndicales et politiques au sujet de la campagne d'affichage de la médiathèque : <http://www.antifabzh.lautre.net/roazhon/2015/12/champs-libres-a-lextrême-droite/>

(2) Alternative Libertaire Rennes, Comité rennais de l'Association France-Palestine Solidarité, Breizhistance, Union Locale CNT de Rennes, Collectif Antifasciste Rennais, NPA 35, Sindikad Labourerien Breizh, Solidaires Étudiant-es Rennes.



PATRIOTISME À L'ÉCOLE : ET BIENTÔT, LE RETOUR DES BATAILLONS SCOLAIRES ?

Un après-midi de décembre 2015, toute affairée au rangement de ma classe de maternelle, j'entends soudain des élèves brailler la *Marseillaise* avec enthousiasme et à l'unisson, dans la cour de récréation. Hallucination auditive ? Non non, j'écoute mieux, je jette un œil et vois une bande de grandes sections, garçons filles confondue-s, bras-dessus bras-dessous, faire le tour de la cour au pas de l'oie en clamant sans se tromper les paroles du premier couplet. Je me déssole du tableau mais mets ça sur le compte d'un lendemain de match qui les aurait galvanisé-e-s.

Quand les jours suivants je les entends recommencer plus nombreux, je commence à questionner mes collègues. J'apprends alors avec stupeur qu'une des enseignantes a jugé nécessaire, après les attentats de novembre à Paris, de leur apprendre un bout de l'hymne national.

À mes questions, elle répond qu'elle ne voit pas le problème et que des mères (voilées) d'élèves sont venues la remercier de donner à leur enfant l'occasion de se sentir français, de partager la culture commune. En colère, mal à l'aise, je n'ai pas eu le courage de lui demander comment elle a travaillé le sens de ces paroles guerrières et xénophobes, expliqué le contexte d'écriture de la chanson aux enfants de sa classe dont la plupart n'ont pas six ans. Dans les circonstances de cette fin d'année, cette initiative me semble bien malvenue...

Année de la *Marseillaise*, journée d'hommage au drapeau, partenariats avec l'armée, leçons de morale républicaine... Depuis les attentats de janvier 2015, le ministère de l'Éducation nationale n'en finit pas de déployer un attirail de discours et d'injonctions patriotiques et va-t-en-guerre⁽¹⁾. Or en quoi apprendre un chant guerrier, saluer le drapeau et autres gesticulations, peut-il permettre aux élèves de mieux comprendre et faire face aux tensions sociales, politiques, économiques, que nous traversons ? N'est-ce pas plutôt le meilleur moyen de faire de nos jeunes de bons petits soldats prêts à obéir sans se poser de question ? À quand le retour des bataillons scolaires⁽²⁾ ?

Les grands débordements patriotiques, les harangues sur les valeurs et les symboles suffisent à peine à

masquer les plus grands reculs sociaux et politiques. Comment faire gober aux élèves que la France reste encore une terre de liberté, d'égalité, de fraternité ? À l'heure où l'état d'urgence permet à l'État de bafouer les libertés élémentaires et d'instituer une suspicion

systématique à l'égard de celles et ceux qui auraient une dégainée de musulman-ne-s fondamentalistes, où des milliers de réfugié-e-s sont privé-e-s de leurs droits fondamentaux, où les entailles au code du travail soumettent encore davantage les salarié-e-s à la tyrannie du patronat, où des syndicalistes, militant-e-s, étudiant-e-s et lycéen-ne-s se font violemment réprimer voire traiter comme des criminel-le-s. La liste est longue de toutes les bonnes

raisons de ne pas se mettre à hurler avec les loups.

Nous, enseignant-e-s, devons plutôt chercher les moyens de faire vivre au quotidien la liberté, l'égalité, la solidarité dans nos classes. De faire en sorte que nos établissements puissent devenir des refuges qui garantissent aux jeunes et à leur famille un espace de parole, d'échange, de respect, leur permettent d'expérimenter leur esprit critique, leur donnent envie de construire des modes de fonctionnement justes, égalitaires et libertaires.

ÉLISE

CNT éducation 75

(1) voir par exemple la circulaire n° 2016-010 du 3-2-2016 du BO, sur « L'année de la *Marseillaise* »

(2) Les bataillons scolaires ont été instaurés en 1882, pour favoriser l'inculcation de l'esprit patriote et républicain aux enfants dès 12 ans, les exercices militaires et la manipulation de fusils en bois était



École Pellerin à Beauvais (Oise) vers 1890. Le bataillon scolaire en exercice dans la cour de récréation. Musée national de l'Éducation, Rouen. Publié dans *Il y a un siècle...* L'école édition Ouest-France, 2003, page 83 - ISBN : 9782737333040



CONTRE NOUS DE LA PYRAMIDE...

14 novembre 2015, des journalistes en mal d'info s'esbaudissent de ce qu'à l'annonce des attentats des personnes aient chanté la « Marseillaise » au stade de France. Ces supporters l'auraient probablement chantée même sans les attentats, comme à chaque fois que la France gagne – ou pas – dans un stade car qui chante la « Marseillaise », à part les militaires et les sportifs, et dans quelles circonstances ?

Peu avant les attentats, dans l'optique, je suppose, du 11 novembre et de l'invitation des écoles à gerber et bleu-blanc-rougeter les monuments aux morts, mon petit-fils a dû apprendre à chanter le premier et le sixième couplets. Il est vrai que ce sont les seuls à peu près intelligibles aujourd'hui à un non-historien. Quant à être compréhensibles par un enfant de neuf ans, c'est une autre... histoire ! Cela faisait bien un demi-siècle que je ne l'avais pas chantée et j'avais oublié à quel point c'est violent. Paternaliste et misogyne, xénophobe et militariste. Quelle saloperie ce truc ! Relisez-la et jugez par vous-même⁽¹⁾.



On peut et on doit connaître la *Marseillaise*. Son histoire, ses paroles et sa musique, car la musique peut aussi être porteuse de sens. Mais de là à la faire chanter ou à exiger qu'elle soit enseignée et apprise, sans explication ni mise en perspective, et surtout sans considération de l'âge des élèves ou du contexte, il y a un pas qu'en tant qu'enseignante et parent, je me refuse à franchir.

C'est au programme d'histoire de la classe de 4ème dans le cours sur la Révolution française et les symboles de la république (hymnes, drapeaux, allégories...) qui sont aussi étudiés en Éducation morale et civique. Mais entre étudier, c'est à dire prendre connaissance, analyser, contextualiser, mettre en perspective, se faire une opinion... et apprendre par cœur sans comprendre il y a une grosse différence de démarche... et d'objectif !

J'interroge le gamin sur ce qu'il sait et comprend de tout ça.

La chanson dans son intégralité figure sur une mauvaise photocopie, recto-verso, où des vignettes quasi illisibles figurent, en vrac, Rouget de l'Isle chez

Dietrich, les volontaires marseillais, l'armée du Rhin, de vieilles partitions non datées... le tout sans aucune explication. Il ignore absolument tout de la chanson et ne sait pas pourquoi il doit l'apprendre. Mais, très fier, il m'assure qu'il connaît déjà le refrain et presque tout le premier couplet, car ils l'ont déjà chantée en classe. Je l'encourage, et il se lance...

« Allons enfants de la batterie, le jour de gloire est arrivé

Contre nous de la pyramide, les... tendards sans tant est levé... »

Il se trouve que c'est un gamin qui entend bien et a même l'oreille très musicale. Je me

demande ce que ça doit donner avec des gosses qui ont des problèmes d'audition ou de compréhension. Mais je me demande aussi, ce que comprennent les milliers d'adultes qui braillent ça dans les stades ou dans certaines réunions politiques.

Il y a des mots qui n'existent plus, d'autres qui ont perdu leur sens, des références à des situations ou à des personnes dont nous ne savons plus rien. Mais même si l'on saisit toutes les allusions, l'impression générale génère un malaise. Comment accepter dans la bouche d'un enfant de 9 ans, dans la bouche et l'esprit de quiconque, « qu'un sang impur abreuve nos sillons » ?

J'aurais déjà fustigé ces paroles, qu'on ne peut accuser de ne pas en avoir compris le sens. Certes, dans l'esprit de l'époque, il s'agissait de pureté morale et non raciale, mais tout de même...

Alors qu'entend-t-on de nos jours ? Que comprennent nos élèves quand ils hurlent à pleins poumons ?

Je sais bien que le chant s'adressait à des hommes et qu'on est dans l'allégorie, mais tout de même, quelle

place y a-t-il, maintenant, dans l'éducation de nos enfants, pour « Égorger vos fils, vos compagnes », « Déchirent le sein de leur mère ! », « Accoure à tes mâles accents ! »

Que nous propose-t-on d'opposer au bourrage de crâne de nos jeunes par les intégristes qui les poussent à tuer et à se tuer pour leur dieu ?

« Enfants de la Patrie ! »

« Tout est soldat pour vous combattre
S'ils tombent, nos jeunes héros,
La terre en produira de nouveaux
Contre vous tout prêt à se battre ».
« Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil
Nous aurons le sublime orgueil
De les venger ou de les suivre ».

Si ce n'est pas du fanatisme ça, et de l'incitation au suicide « guerrier », je ne vois pas trop ce que cela peut être. Car le couplet dit « des enfants », est pire à mes yeux que les autres. Il rappelle que de tout temps, nos sociétés ont sacrifié leur jeunesse au bénéfice de leurs combats et de leurs intérêts.

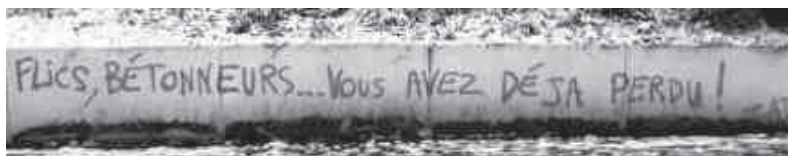
Tout est de la même eau, et ce ne sont pas les pâles tentatives de Marseillaises pacifistes, qui me persuaderont de la chanter. C'est le même vocabulaire ampoulé, la même grandiloquence absconse, les mêmes populisme et démagogie, insulte à l'intelligence des peuples.

Non, même ainsi, je ne peux la chanter, car la musique aussi me dérange.

La version que nous connaissons, n'est pas l'exacte version de départ et elle fut chantée à travers le pays de différentes manières, avant que l'État ne décide d'adopter une version officielle commune à tous.

Musique bourgeoise se voulant martiale, puis marche guerrière, le peuple s'en était malgré tout saisi, à chaque révolution, puis durant la seconde guerre mondiale où elle s'affirma dans la Résistance, contre *Maréchal nous voilà* et l'interdiction de la chanter imposée par l'occupant nazi. Le chant révolutionnaire, confisqué par la bourgeoisie et l'État, était redevenu un chant de révolte.

À la fin de la guerre, il devait sembler nécessaire à nos gouvernants de la « récupérer », par le biais d'une réorchestration militaire (toujours en vigueur aujourd'hui) et d'une circulaire du ministère de l'Éducation nationale qui demandait à ce qu'elle soit apprise aux enfants des écoles pour « célébrer notre libération et nos martyrs ». Et elle fut inscrite à l'épreuve



de chant du certificat d'études.

La *Marseillaise* était de nouveau prête à servir la Patrie, de la métropole jusqu'aux colonies, les bourgeois et les militaires.

Mis à toutes les sauces, en particulier celles du nationalisme fascisant extrême-droitier et du chauvinisme sportif, ce chant a peu à peu perdu de son esprit révolutionnaire pour ne conserver que son sens, textuel, d'appel à la haine et au meurtre de l'étranger.

En 2003, suite aux débordements constatés lors de manifestations sportives, la notion de délit d'outrage au drapeau ou à l'hymne national est réintroduite dans la loi (Sécurité intérieure) par Sarkozy. En 2005, Fillon modifie le code de l'éducation (article L. 321-3) et impose l'apprentissage pour les établissements du Premier degré « de l'hymne national et de son histoire »⁽²⁾.

Ainsi donc, un enseignant du primaire ne peut refuser, personnellement ou syndicalement, de faire chanter la *Marseillaise* à ses élèves et rien ne l'oblige à replacer ce chant dans son contexte historique ! Mais en tant que parent, je ne me sens nullement tenue de le lui faire « réciter », ni de l'encourager à chanter sans en comprendre le sens ou en ignorant ce que cela recouvre comme intentions politiques.

Car je suis comme mon gamin, contre toutes les « pyramides ». Particulièrement la pyramide des connards et des faux-culs manipulateurs.

ANNICK PLÉNACOSTE
CNT 46/12

(1) Version officielle sur le site de l'Assemblée Nationale : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/dossier-historique-la-marseillaise/les-paroles-de-la-marseillaise>

(2) <http://www.education.gouv.fr/bo/2005/18/MENX0400282L.htm>



DE QUOI CETTE « LAÏCITÉ » EST-ELLE LE NOM ?

Présentée comme enjeu principal, réponse au terrorisme, principe universel qui garantirait à tou-te-s le « vivre ensemble », la laïcité gouvernementale peut être lue et entendue partout – et l'école est au cœur de ce grand prêche. La « Charte de la laïcité », la réintroduction des cours « d'éducation morale » dans le secondaire, les « référents académiques Laïcité », la « journée de la laïcité » célébrant la loi de 1905... tous ces éléments témoignent bien de l'ambition de hisser la laïcité au sommet du catéchisme républicain. Mais impossible de communier pieusement autour de ce mot sans se demander de quoi il s'agit. Pour nous, le principe de la laïcité protège la vie sociale de l'emprise de toutes les religions. C'est un combat à mener sans relâche.

L'école laïque de la Troisième République, érigée sur les cendres de la Commune, avait pour ambition de « clore l'ère des révolutions » et devait remplacer le culte de dieu par celui de la patrie. Devenue un purgatif qui ratisse large, cette « morale laïque » se voudrait désormais capable, selon sa charte, d'absoudre miraculeusement les inégalités, les discriminations, le sexisme, l'homophobie...

UN RACISME DE CLASSE

Et c'est pourtant au nom de cette laïcité que l'on exclut les jeunes filles voilées de leur établissement. À peine élu-e-s, les frontistes polémiquent sur les menus scolaires ; dans les couloirs du lycée, la chasse aux jupes trop longues ou aux bandeaux trop larges est ouverte !

Ainsi, ce mot que l'État revisite et instrumentalise se transmute en racisme des dominant-e-s, repris en chœur par les médias, tandis que l'Histoire collective en est truquée. La laïcité est devenue le rempart contre un « grand remplacement » imaginaire supposé s'attaquer à nos valeurs bien occidentales.

Brandie comme oriflamme par l'extrême droite, de Riposte laïque au Collectif Racine, elle n'est rien d'autre qu'une catho-laïcité dirigée contre la classe populaire

et un Islam considéré comme incompatible avec les valeurs de la République – alors que le catholicisme le serait ? C'est un pur prétexte à exclusion, à discrimination, à amalgame facile entre le terroriste et la mère de famille voilée qui veut participer à une sortie scolaire avec ses enfants... et prononcer le label « laïcité » suffit alors pour escamoter, du moins en apparence, toutes les arrières-pensées xénophobes.

DIEU ET L'ÉCOLE FONT POUTANT BON MÉNAGE

Sur le papier : « La France est une République indivisible, laïque... », « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte »...Vraiment ? C'est oublier la loi Debré de 1959 et occulter le fait que l'État dorlote les établissements confessionnels privés, avec des financements publics détournés du budget de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales. Ces établissements à 90% catholiques ne sont pas à la marge puisqu'ils concernent environ 25% des établissements et des élèves scolarisés.

C'est aussi oublier un peu vite le statut particulier des trois départements de l'Alsace-Moselle, où le régime du Concordat s'applique toujours : les écoles publiques y sont donc confessionnelles en droit, les cours de religion font partie intégrante des contenus



d'enseignements obligatoires – même si des dispenses peuvent être sollicitées ; enfin, pasteurs, prêtres, et rabbins y sont payés par l'État ! Et les imams sont candidats à la manne étatique.

Paradoxalement, dans le contexte de la grand-messe pour une laïcité qui se veut « intransigeante », ces questions fondamentales sont évacuées ! L'exigence est portée sur la neutralité des élèves et de leur famille ; quant à l'État, il s'accommode fort bien de ses incohérences.

LES LOIS LAÏQUES DES ANNÉES 1880 ET DE 1905 S'APPLIQUENT AUX INSTITUTIONS

La laïcité est « falsifiée »⁽¹⁾. Elle fait aujourd'hui exactement le contraire de 1905, dont tou-te-s se réclament pourtant à tort. Il y a là un glissement sémantique du mot, une croyance erronée sur le projet et sa loi. Chacun ayant la liberté de croire en ce qu'il souhaite ou de ne pas croire, le choix a certes un caractère privé ; mais la loi de 1905 ne dit pas que la religion doit rester confinée à l'intime. Bien au contraire, elle « garantit le libre exercice de culte » et la possibilité de « ses manifestations extérieures sur la voie publique » sans autre restriction que « l'intérêt de l'ordre public ».

La loi de 1905 devait en revanche assurer la neutralité de l'État et mettre fin aux privilèges de l'Église catholique. Il s'agit là d'une séparation des autorités : cette neutralité s'applique à l'État et non aux individu-e-s.

Mais aujourd'hui, l'État voudrait étendre la neutralité à la société toute entière, à tou-te-s les individu-e-s... et certaines religions sont bien mieux loties que d'autres, comme on l'a vu. Cela interdit à tou-te-s les défenseur-se-s de cette laïcité d'un régime autoritaire et raciste, de se réclamer de 1905.

Les travaux de Pierre Tevanian⁽²⁾ nous rappellent qu'en garantissant la neutralité de l'État, la loi de 1905 avait justement pour fonction d'assurer l'accès aux services publics pour tou-te-s, sans tenir compte des confessions de chacun-e-s. Il n'est pas question de neutralité des usagers. Le service public doit donc, comme son nom l'indique, être à disposition de tou-te-s, sans exclusion, si l'on veut éviter un fâcheux contresens ! On voit bien là tout le paradoxe et le caractère inique de la loi de 2004 interdisant « le port

de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse ».

ABRACADABRA... ET L'ÉGALITÉ SERA !

La Charte de la laïcité ainsi que les circulaires et ressources qui l'accompagnent, incluent d'autres questions telles que le droit des femmes, les discriminations, le racisme, l'homophobie... La laïcité est supposée garantir « l'égalité entre les filles et les garçons » et impliquer « le rejet de toutes les discriminations ». En quoi ? Comment ? Affirmer cela réduit et englobe à la fois ces combats à la seule question religieuse, à la façon d'un leurre qui masque bien mal les inégalités entre les établissements, les filières, les élèves, l'abandon de l'ABCD de l'égalité...

La laïcité se veut formule magique mais elle est aussi inefficace que difficile à remettre en cause de par les trop nombreuses valeurs dont elle se targue. Il y a là comme un prêchi-prêcha de « morale laïque » plaqué par-dessus toutes les inégalités d'une réalité sociale complexe et institutionnellement figée.

Alors de quoi cette laïcité est-elle le nom ? D'hypocrisie, de racisme, d'un catéchisme républicain identitaire. Et comme bien souvent, pour manipuler les esprits, on manipule l'Histoire, quitte à la contredire. Il faut donc continuer à démasquer les impostures, rappeler quelques évidences et remettre à leur place les idées reçues. Aussi, nous n'avons bien sûr rien à faire avec cette laïcité là, par contre celle qui a longtemps combattu tous les obscurantismes et s'est donné pour but d'émanciper l'humanité en la libérant de l'oppression religieuse, nous la faisons nôtre et comptons bien poursuivre son combat, combat que nous mènerons aussi contre cette nouvelle religion républicaine.

LÉO

CNT éducation 75

(1) Jean Baubérot, *La laïcité falsifiée*, Éditions La Découverte, 2012, 228 p, 9,50 €

(2) Pierre Tevanian, en plus de ses ouvrages, de nombreux articles sur le sujet sont publiés sur le site internet « Les mots sont importants » : <http://lmsi.net/>



LIBERTÉ D'EXPRESSION, JUSQU'OU ?

À propos de la liberté d'expression, on finit toujours par rencontrer la question fondamentale de l'effet réel de toute parole. Est-ce qu'un discours dérangeant, outrancier, fantaisiste, injurieux ou nuisible va être cru, et va influencer ou blesser certaines personnes ? Il serait imprudent de répondre trop vite par l'affirmative.

D'abord parce qu'on se retrouverait très vite à jouer au juge de paix, au mieux, ou chien policier de l'État à séparer les bons des méchants, au nom de critères se révélant très fluctuants, souvent inspirés par l'émotion du moment. Abandonnant parfois en route toute chance de comprendre un phénomène social. Et ce serait peut-être aussi montrer qu'il faut croire qu'il y a quelques manipulateurs – forcément machiavéliques – capables de mobiliser des foules incrédules, en un mot que les gens sont bêtes et influençables et qu'il faut les préserver de tout contact avec certaines paroles. Ce qui, bien sûr, renforce à terme les structures de contrôle de l'État.

Raoul Vaneigem part du postulat inverse. Son livre, *Rien n'est sacré, tout peut se dire*¹ est en fait la réédition d'un texte paru initialement en 2003. En forme d'exemple, il a choisi de garder la préface écrite par Robert Ménard, qui n'était sans doute pas encore devenu le fou de Béziers qu'il est aujourd'hui. Pour Vaneigem, la liberté d'exprimer idées et opinions doit être totale. Mais accompagnée d'une intolérance sans faille envers les pratiques inhumaines et barbares. Les mots sont une chose, les actes, une autre. Tous les mots ont le droit d'exister, car ils nourrissent « notre naturelle propension à la curiosité » et notre « droit à tout savoir ». Sachant très bien que « la liberté d'expression sans limite n'est pas un donné mais un apprentissage », Vaneigem plaide tout au long de son texte pour l'éducation au discernement, appuyé sur un désir irrépressible et contagieux de mieux vivre. « Parce qu'aucune information ne doit être occultée, il faut préparer l'enfant à discerner ce qu'elle dissimule, ce qu'elle révèle bon gré mal gré, ce qui enfin trouve son usage dans la pratique du bonheur et de la générosité affective. »

On peut reprocher à notre auteur une naïveté visible pas seulement dans ses grandes envolées lyriques. Par exemple lorsqu'il prône « la généralisation du sens humain et de l'intelligence sensible » partout où l'enfant est en butte aux mauvais traitements. Car « la vraie protection est le désir et l'art d'affranchir de toute protection. » Certes. Ces principes guident nos pas sur le chemin d'une société libre. Mais au quotidien, aujourd'hui ?

Vaneigem ne se sort pas non plus de certaines contradictions comme d'affirmer que « nous n'avons pas besoin de protecteurs, de maîtres, de juges ni de guides » (nous en sommes bien d'accord) et dans le même temps dire qu'au Rwanda, les appels au meurtre des Tutsis et des Hutus modérés, par la radio *Milles Collines*, auraient « dû être, sans délai, réduit[s] au silence par une intervention internationale ».

Vaneigem nous apporte beaucoup d'inspiration, de poésie et de désir de continuer à lutter pour la liberté, mais il nous laisse nous débattre avec la

complexité du quotidien. Après tout, c'est aussi nous laisser libres.

Dans un ouvrage destiné aux jeunes², dont le titre suggère déjà une réponse inverse à celle de Vaneigem, Daniel Schneidermann (illustré par Étienne Lécroart) se veut plus pragmatique et pédagogique. Toujours menacée, la liberté d'expression est présentée comme un droit fondamental à défendre, permettant l'échange et la confrontation des idées, mais aussi la liberté de « critiquer les puissants et démonter les stéréotypes ». Mais contrairement à Raoul Vaneigem, Daniel Schneidermann fonde sa réflexion sur les exceptions et limites à la liberté d'expression. Jusqu'ou peut on aller dans ce domaine ?

Il fait remarquer que la constitution française, à la différence de l'américaine, énumère de nombreuses



restrictions. Mais aussi, qu'au-delà de la loi, « les riches et les puissants disposent de nombreux moyens de limiter la liberté d'expression ». La loi interdit principalement les insultes, le racisme, les atteintes à la vie privée et les appels au meurtres. Mais aussi la négation des crimes contre l'humanité et l'apologie du terrorisme. Daniel Schneidermann n'ignore pas les problèmes posés par les lois punissant ces dernières. La loi Gayssot (1990) par exemple, ne permet-elle pas aux « négationnistes de se placer en position de victimes » ? Il rejoint là Vaneigem en affirmant qu'il « serait sans doute plus efficace de contester leurs arguments de toutes les manières possible ». Quant à l'apologie du terrorisme, la cour européenne des droits de l'homme est citée, qui a mis en garde le gouvernement français contre l'atteinte aux libertés fondamentales qui consiste à punir l'expression d'une opinion. On est aujourd'hui bien au-delà avec un état d'urgence qui supprime plus de libertés encore et légalise de fait l'arbitraire policier en permettant les perquisitions, assignations à demeure et arrestations sans contrôle judiciaire.

Les cas Charlie et Dieudonné sont abordés. Sans nier la difficulté de reconnaître ce qui relève de l'humour ou non, Daniel Schneidermann considère que si le deuxième a été condamné plus lourdement par la justice, c'est qu'il a franchi la limite séparant la moquerie de l'appel à la haine. Malheureusement, des meurtriers n'ont pas compris, ou pas admis, cette limite en ce qui concerne les dessinateurs de Charlie. Ils n'avaient surtout pas accepté la différence entre recourir à la justice et faire justice soi-même.

Tout au long de son ouvrage, l'auteur invite le (jeune) lecteur à s'interroger sur ce qu'il dit et comment il le dit. Car « être libre de s'exprimer c'est un droit, c'est une liberté, et c'est aussi une responsabilité ». Attention à internet, par exemple. La loi s'y applique comme ailleurs, et les traces de ce qu'on y fait restent. Et Daniel Schneidermann rappelle très justement que les juges aussi font preuve de subjectivité, et que savoir ce qu'on peut dire ou non,



au final, relève grandement de l'éducation au sens critique. Un chapitre très pédagogique (« Comment exercer sa liberté d'expression ? ») y est consacré, en admettant que « le but n'est pas de construire un mode de fonctionnement idéal » qui ne peut exister.

Critique des puissants, critique des médias, mais aussi autocritique (à ne pas confondre avec autocensure) pour « exercer notre citoyenneté dans de bonnes conditions et en nous respectant les uns les autres ». Voilà ce que propose avec finesse ce petit livre très clair.

FABRICE

CNT éducation 75

(1) Éditions La découverte, Paris, 2015.

(2) *Liberté d'expression, a-t-on le droit de tout dire ?* Éditions La ville brûle, Montreuil, 2015.

Les Éditions « La ville brûle » se sont lancées dans la littérature jeunesse engagée depuis deux ans, notamment deux manifestes antisexistes, aujourd'hui reliés en un seul : « Ni poupées, ni super héros » visant à questionner les stéréotypes sur les filles et les garçons.

Dans cette collection, également le premier livre jeunesse du couple Pinçon-Charlot, *Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ?*.

Chez nous, « on n'a pas au-dessus de nous une longue chaîne de chefs de projet, gens du marketing ou services commerciaux. »

Journal CQFD n°138, Décembre 2015



La zad, comme un espace où s'inventent ici et maintenant d

Formule empruntée au Combat syndicaliste, le mensuel d

Versailles, 28 novembre 2015, cela fait plus de quinze jours que l'État d'urgence a été décrété et pourtant, elles et ils sont tous là, réunis devant le château. Plusieurs centaines, représentant tous les « territoires en luttés ».

À la veille de la COP 21, le sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique, les zadistes sont venus dénoncer cette mascarade. La voix d'un paysan venu en tracteur se détache sous les hurras : « En 1871, les Versillais avaient écrasé la Commune de Paris. Les Zads sont aujourd'hui comme autant de nouvelles communes libres. Et nous affirmons ici que ces communes ne se laisseront pas expulser »¹. L'avenir de nos luttes au grand complet : en tracteurs, à vélos, à pieds. Elles causent, ils chantent, mangent. Ils écoutent, elles palabrent et déploient les banderoles.

« SÈME TA ZAD » : MODE D'EMPLOI ?!

Ici pas de hiérarchie, pas de sexisme, chacunE à sa place et pas à celle de l'autre. La délégation est un territoire pour Ancien Régime. L'Assemblée est souveraine. On y vient pour proposer, pour se décider, et s'organiser. On dit. On fait. On n'attend plus le Grand Soir. Le grand soir, c'est tous les jours : zad partout !

Pour autant, il n'y a pas d'angélisme. La Zad n'a pas son modèle. À Notre-Dame-des-Landes, soixante lieux de vie coexistent. Soixante styles différents pour habiter ce monde. Les lieux-dits valent tous les discours : la Vache-Rit bien sûr, mais aussi, la Chat -Teigne, la Bellich', le Coin, la Gaîté, les Planchettes, les 100 Chênes, le No Dame, les Fosses Noires, les Vraies rouges, le Far west...²

ZADOGRAFIE

La Mauvaise Herbe vous propose un instantané, une zadographie provisoire de ces espaces d'expérimentations sociales. Forcément réductrice. Fin 2014, on dénombrait plus d'une centaine de projets contestés : contre des infrastructures de transports (trains ou autoroutes), lignes à Grande Vitesse Lyon/Turin, Gap/ Grenoble ; contre des centres commerciaux, Val Tolosa à Toulouse, Décathlon à Orléans ; contre des stades, Lyon, PSG, l'agrandissement du centre d'entraînement ; contre des projets inutiles ou pollués, contre l'extraction de gaz de schistes dans le sud...

Pour ce numéro, nous nous sommes contentés des territoires représentés à la rencontre « Inter-zads » qui s'est tenue aux Vignoles (le local de la CNT à Paris) en décembre dernier. En actualisant, pour cette publication, les infos des zads présentées.

ALAIN

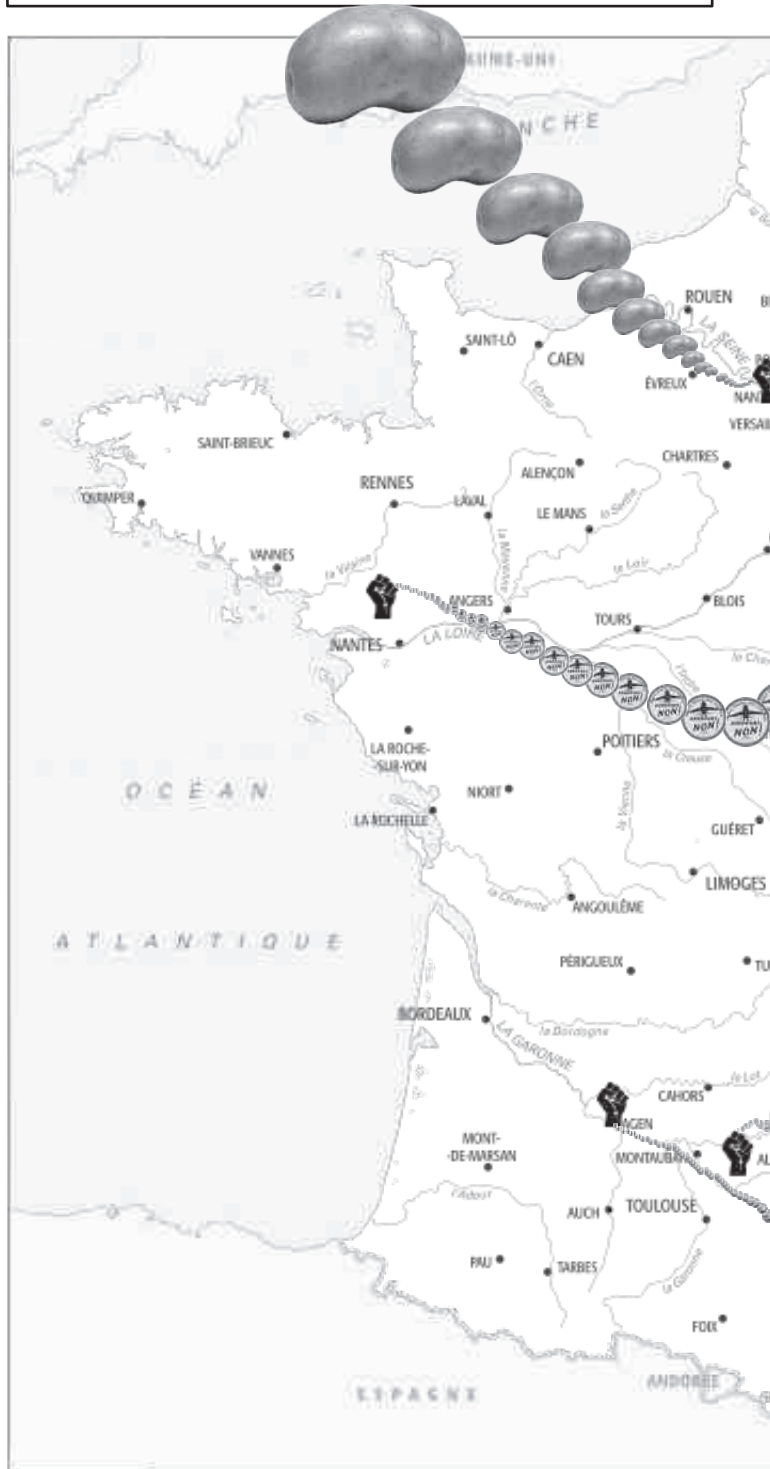
CNT éducation 93

(1) Citation extraite de *Défendre la zad*, texte rédigé par le Collectif Mauvaise Troupe, paru aux éditions L'Éclat - 3euros -

(2) opus cit: Page 14

Montesson (Yvelines 78). Contre l'extension d'une zone commerciale. La « Zad-patates ». Pas vraiment une zone occupée mais un jardin pour « dire non à l'urbanisation ». 123 hectares de terres agricoles sont préemptées dans une boucle de la Seine.

Cette Zad-patates est très active. Elle a aussi son Blog. Elle est caractéristique de ces espaces défendus par des riverains pour empêcher le béton de gagner du terrain.



Autres manières d'habiter le monde, pleines et partageuses.

de la Confédération CNT qui chaque mois donne des nouvelles de Notre-Dame-Des-Landes.

Villiers-le-Bâcle (Essonne 91). Contre le Grand Paris. Les zadistes, accueilliEs dans la ferme et sur les terres d'un agriculteur ont multiplié les tentatives de constructions de cabanes contre la bétonisation du plateau de Saclay. C'est là que devaient dormir les marcheurs des « territoires en luttés » pour leur dernière nuit avant de descendre sur Paris à l'occasion de la Cop 21. La veille de leur arrivée, dans le cadre de l'état d'urgence, le préfet de région déclara ce plateau « zone de sécurité »!

ZAD

Pour l'Administration française, c'est une Zone d'Aménagement Différé » pour réserver (prémpter) des terrains nécessaires à la construction d'un projet d'envergure. Pour les zadistes, c'est une Zone À Défendre !

Gonesse (Val d'Oise 95). Contre le plus grand centre « commercial du monde et de loisirs ». C'est un projet pharaonique nommé Europacity. 700 hectares de préemptés ; plusieurs milliards d'euros en jeu. Un beau grand projet inutile avec une piste de ski sous bulle ! La prochaine Zad ?

Bure (Meuse 55). Contre le cimetière sous-terrain de déchets radioactifs. C'est un projet pas encore réalisé. Les zadistes ont racheté une ferme sur la zone ! Ils l'occupent et l'ont renommé : « Maison de la Résistance ». Ils organisent campings, rencontres, débats. Début février 2016, des organisations solidaires ont écrit à Ségolène Royal en dénonçant le coût de ce projet d'enfouissement : « 25 milliards d'euros ». Une manifestation est prévue le 6 juin 2016 : « 200 000 pas à Bure »

Notre-Dame-des-Landes (Loire Atlantique 44). Contre un projet d'aéroport. La Zad la plus investie. 1650 hectares. Le projet d'aéroport remonte aux années 1960. Les premiers zadistes s'installent en 2008, 27 février 2016, la plus forte mobilisation de solidarité, à ce jour, rassemble 100 000 manifestantEs sur la zone, venuEs de toutes les régions. Fin mars 2016, l'État devait organiser un référendum. Pour les zadistes : « C'est un piège... Un autre futur est à développer. »



Roybon (Isère 38). Pierre et Vacances prévoit de construire le 6e Center Parcs français dans la forêt de Chambaran. 200 hectares de forêts menacés. Depuis 2007, ce projet de tourisme industriel est contesté. À l'automne 2004, le site est occupé. En juillet 2015, le tribunal administratif de Grenoble a annulé un arrêté préfectoral indispensable à la construction du Center Parcs. Les zadistes ont gagné du temps.

Sivens (Tarn 81). Projet de barrage contesté. C'est ici que Rémi Fraisse est mort, tué par un tir de grenade offensive lancé par un CRS. Les zadistes ont été expulsés. Impossible de récupérer. Surprotection policière. Mais, le projet initial de barrage a été définitivement abandonné fin 2015.

« Les défenseurs de la zone humide du Testet poursuivent leur lutte contre un plus petit barrage et pour la réhabilitation du lieu. Ils réclament également justice pour Rémi Fraisse. » Ben Lafetey, l'auteur de ces lignes est membre du collectif. Il a écrit : « Sivens, un barrage contre la démocratie » (éditions Les petits Matins, 2015). Objectifs pour 2016 : obtenir la restitution des terres agricoles aux éleveurs lésés.

Agen (Lot et Garonne 47). Contre une Technopole Agen-Garonne et une Ligne à Grande Vitesse. Décembre 2014, Joseph Bonotto, agriculteur menacé d'expropriation, lance un appel pour occuper ses terres. Il est entendu. Les zadistes construisent un château ! Joseph Bonotto est sous le coup d'une procédure d'expulsion. Le jugement devait être rendu fin avril 2016.



UNE LIBRAIRIE AUTOGÉRÉE ET ITINÉRANTE. POUR QUOI FAIRE ?

Déjà huit mois qu'on l'a lancée. Au départ, on était quatre, après on était 3 000. Ouais bon... Le mythe, on s'en fout. Mais comme on est parti de rien et qu'on l'est resté, bah faut y repenser au cas où, pas s'oublier le jour venu, lorsqu'il sera question de trahir nos convictions ou de se répartir les millions (les dettes plutôt).

Nos actions (syndicales, politiques, sur les bidonvilles, avec les migrants) manquaient de moments pour poser des débats de fond. L'épuisement de gauchiste disent certains invisibles. Prendre le temps parfois. De débats de fond en recherche de bouquins pour les approfondir, on s'est retrouvé avec des tables pleines de livres d'éditeurs militants, indépendants, tout jolis tout plein pour annoncer des débats aussi vides que les couloirs d'une fac devenue sans sens. Les nombreuses et chaleureuses discussions avec les gens rencontrés ont produit la croyance que c'était pas totalement inutile depuis la disparition vingt ans plus tôt de la petite librairie de Nanterre Université (pour plus de 35 000 usagers et travailleurs). Mais on n'a jamais voulu rester cloué sur l'Université. Passé le temps de la collecte, de l'agrandissement et des échanges, il fallait expliquer et comprendre (aussi pour nous) le pourquoi, ce qu'on fait : la base d'une désormais Librairie Autogérée et Itinérante. Ne pas oublier le début pour se rappeler ce qui a marché, ou pas, ce qui reste à faire, peut se reproduire, ce qui est faillible ou sans intérêt. Et se

mettre un minimum d'accord sur le sens de la librairie, genre politiquement, « comment qu'on la présente aux gens ».

Alors M'dame, Oh M'sieur... C'est quoi la LAI... ?

POURQUOI UNE LIBRAIRIE ?

Il paraît que le papier n'a plus bonne presse. Le numérique sauvera la planète de la déforestation. Tous les journaux le disent : on lit finalement plus grâce à Internet, à sa belle liseuse dans les transports et ses 365 bouquins en un... L'ère du papier ? Quoi ? Pourquoi continuer cet archaïsme, dépassé comme les grèves de cheminots ? Sans aller jusqu'à imaginer la bibliothèque « hype » de demain genre « Tablette sur présentoir en salle blanche chrome comme Google, petite alarme rouge sécurité-incendie en coin de plafond et plus aucun meuble, ça fait rêver » ni même penser à casser sa tablette en mille morceaux au premier moustique collé au plafond (le livre c'était pratique quand même), on doit quand même dire qu'avec le papier et les petites librairies on a toujours aimé les petites maisons d'édition, l'odeur du papier, celle du libraire et ses conseils, bons ou mauvais, les relations avec les gens qui lisent, ceux que certains appellent clients mais qu'on appelle lecteurs, comme nous, les imprimeurs et leurs couleurs, pouvoir repérer visuellement des éditions, leurs différences, aimer celle-là et détester celle-ci, son caractère grossier ou chiadé, rococo, son ton BD, sobre ou super classique comme un manuscrit du 17ème siècle, les marquage, le bois... Oui le bois, verni ou pas, des présentoirs et des étagères, rabotées, bouleau, chêne, tout... les ratures, le prêt aux copains, le don (quel joli cadeau, « tiens, j'ai adoré ce livre, je te transfère le fichier, tu le liras sur ta liseuse si elle est compatible avec la dernière version XZ24bêta que je viens de télécharger »)... Bref. Là où on ne lit plus que des lectures autorisées, obligatoires et utilitaires, le papier et la librairie restent irremplaçables pour l'inconnu, la découverte et l'échange. C'est notre dogmatisme à nous. Et on l'aime bien.



POURQUOI AUTOGÉRÉE ?

Parce que, comme disaient les ouvriers de LIP dans leur usine de montres suisses récupérée (c'était y a un bail mais ça tient toujours la route), « on fabrique, on vend, on se paie ». Bon, sauf que nous, on s'paie pas... On n'est pas des pros, on n'a pas vocation à le devenir. On bosse, on étudie, on glande à côté et c'est tant mieux. La récupération, quand elle viendra, fera exploser le groupe et on disparaîtra comme on est arrivé, inch allah. Enfin, on se paie pas mais on participe à une chaîne... On prend des bouquins aux éditeurs en se passant des intermédiaires (donc auprès des mêmes que nous, ceux qui veulent bien, indépendants, petits, militants le plus souvent). On tente d'honorer nos dettes et nos commandes. Et on fait des prix parce que rendre la littérature engagée accessible et alléchante, c'est notre seul objectif (avec les rencontres que cela suppose). On retourne l'économie d'échelle capitaliste (le plus gros peut faire le plus de marge, en fait le plus de profit) au profit d'un échange au service d'un intérêt commun, et d'un plaisir personnel. Et franchement, si vous non, nous, ça nous fait plaisir de toute façon. L'argent ne sert qu'à racheter des bouquins. Bon, Ok, les 15% restants (quand il y en a) sont là pour soutenir les actions politiques... et le financement d'un moyen de continuer d'échanger des bouquins, un instrument de production quoi : un camion...

POURQUOI ITINÉRANTE ?

Bah voilà, on y est. Un camion. Encore old school on va dire, genre classe ouvrière franchement dépassée. Intellectuels en mal d'aventure frisant avec lois du capital sans entrave. Grave ! Mais aussi parce qu'on veut nous cantonner à des lieux, des frontières, des espaces, qui sont aussi des manières, des classes, des styles, des façons de penser, de parler, de lire, de se comporter, de se normer. Et que ça nous saoule. En fait, ça nous a même toujours saoulés, de l'école-prison-lectures obligatoires aux manuels consuméristes ou pro-Kapital des formations professionnelles ou universitaires. Alors que lire est tellement plus vaste, plus que la seule lecture... discuter, échanger, pratiquer. Ouais pratiquer la

lecture, l'associer aux autres luttes, à l'occupation des mondes qu'on traverse, du neuf ou de l'occas', des dons ou des trouvailles, des réducs ou du prix libre. Et pourquoi pas partager les livres même sans les lire, se transmettre des idées comme on lisait le journal en plein air il y a cent ans, quand on lisait plus de quotidiens alors même qu'on savait moins lire (dans les statistiques du ministère et des chasseurs de rétine à occuper et à fidéliser). On n'a pas toujours le temps, le loisir, la force voire l'entraînement pour se farcir 350 pages d'un illustre révolutionnaire.



Et puis, faut dire aussi que, là où l'on a commencé, là où l'on va quotidiennement, tout le temps, la seule chose qu'on nous demande pour tout, nos commerces illicites et autres, plutôt que d'évoquer l'intérêt (pas le capitaliste celui-là), le fond, le pourquoi, c'est : autorisation, demande, prêt, plans, fonds, business plan (ta mère ! pardon), et vas-y nationalité, carte d'identité, titre de séjour, photocopie de compte en banque... Louer, avoir un lieu, continuer à cette seule condition. Prix du mètre carré en banlieue rénovée, ok. Bienvenue dans le nouveau monde. On n'a pas les moyens, on est fauché... Alors, oui, occuper le monde, c'est aussi être indépendant (« c'est bandant » disait un certain gogol). On fait de nécessité vertu ? Ouais ouais, cause toujours. Un camion, on transporte, on porte, on s'pose, on discute, on travaille, chaises, tables, livres... « Celui-là, ouais grave, trop cool ! J'en rêve toutes les nuits... » « Celui-là, Ah non, pfff,... Enfin, si ! Mais faut être accroché. Dur... Putain de société de tarés... à en crever, à la faire péter... On devrait faire comme lui, tiens, finalement... dans les dernières pages... La faire sauter ! ».

SECTION SUPÉRIEUR RECHERCHE NANTERRE CNT Éducation Paris

PS (de la fin août 2015) : il se murmure qu'en guise de camion, une roulotte aurait déjà passé les Pyrénées cet été. Autre délire mais ça rend la librairie mobile, prête à soutenir toute action, festival, journée militante pour qui cherche à renverser le vieux monde ou avoir simplement quelques bouquins classe à ses côtés. À bon entendeur...



CINÉMA ET PHILOSOPHIE : UN AMOUR COMPLIQUÉ

Les ouvrages abondent depuis une vingtaine d'années qui relient philosophie et cinéma, pour le meilleur ou le pire. Ce qui fait problème pourtant, c'est que dans ces écritures brillantes, le cinéma ne se révèle qu'une servante, une manière de récupérer un art pour se faire prévaloir à bon compte.

La philosophie vogue alors sur la popularité qu'on lui accorde et surtout depuis qu'il y a, dit-on, une perte de sens, une hémorragie des valeurs : la philosophie a bonne presse. Elle s'en délecte et se colle à l'actualité, se servant des thèmes à la mode, et du tout-venant, le grand battage médiatique sur l'opus 7 de la *Guerre des Étoiles* (2015) est un bel exemple.

Le cinéma a longtemps été méprisé dans le milieu conservateur de la philosophie qui se présente souvent comme l'institution de la Raison elle-même, au service des pouvoirs établis, religieux, politiques, sociaux et moraux. Certes, on pourra toujours objecter quelques exceptions comme Gilles Deleuze *Cinéma-1* et *-2* (1983 et 1985) car il comprenait le cinéma et son langage.

Ce qui pose problème, c'est que le cinéma devrait pouvoir être saisi comme un art et non ravalé à un faire-valoir. L'enseignant de philosophie sera heureux de faire découvrir sa discipline à travers le cinéma actuel, mais il y a méprise lorsqu'il s'arrête au dernier succès du box-office sous prétexte que cela plaira. Or, il y a un pari à faire, complexe mais essentiel, consistant à considérer le cinéma comme une autre manière de s'interroger. La philosophie serait alors une voie originale d'aborder cette réflexion étrange et dérangeante qui est au cœur du cinéma. Au même titre que la philosophie nécessite une progression, car tous les textes ne sont pas accessibles immédiatement, le cinéma suppose lui aussi une progression.

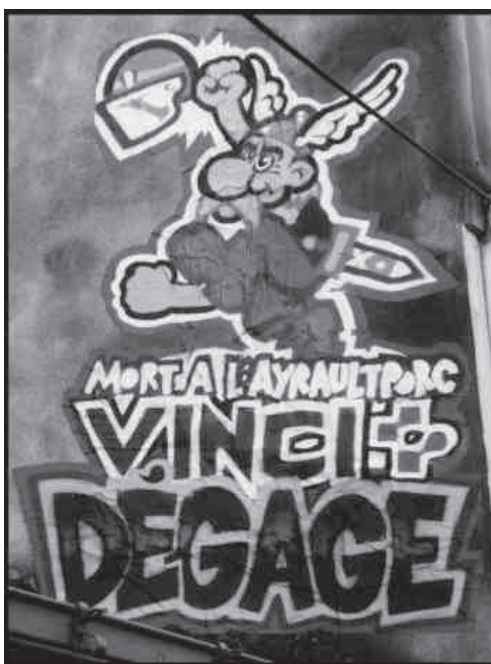
L'idée serait de partir d'une œuvre cinématographique pour en dégager l'idée immanente que l'on peut sentir avant même de pouvoir comprendre, lorsqu'on s'installe devant un film en vue de le contempler, c'est à dire d'ouvrir toutes les

facultés de l'être à la réception de l'œuvre car elle nous offre, nous donne, nous fait le don de quelque chose à percevoir, imaginer et penser. L'œuvre se donne comme une totalité, il est souvent regrettable de la sectionner sans en envisager les aspects principaux. Il nous faut prendre un exemple : notre

plaisir serait de plonger dans le cinéma muet, en noir et blanc même s'il paraît vieux, dépassé par les techniques actuelles. Il s'agira alors d'enseigner comment réapprendre à contempler en raison même de ce qui apparaît comme un défaut, le manque de son et de couleurs, véritablement un défaut puisque les pionniers du cinéma désiraient le son et la couleur et qu'ils ont perfectionné des techniques par défaut. Il ne s'agit pas de dire que les chefs-d'œuvre sont d'avant 1929, car il y en a eu après mais que des artistes comme Chaplin, Keaton, Eisenstein, Murnau, Borzage ont développé des univers étonnants qui ont encore à nous

enseigner quelque chose d'essentiel sur l'art, d'hier et d'aujourd'hui. En particulier, que le cinéma est affaire de conventions et non de réalisme ou de vraisemblance. Nous serons amenés à dire que ce qui peut se signifier dans une œuvre ne se montre pas tout à fait mais se suggère, évoque une perception de la réalité par l'image en mouvement et le son, il s'agit de « rendre visible » comme disait Paul Klee à propos de la peinture, de désigner ainsi l'inaperçu, l'invisible. L'art cinématographique relèverait alors de ce pari impossible de représenter l'irreprésentable.

Prenons l'exemple de *Charlot soldat* (*Shoulder Arms*) de Charlie Chaplin, un moyen-métrage de 45mn qui sort en octobre 1918 aux États-Unis. La guerre n'est pas encore terminée en Europe, c'est le premier film sur le sujet, et c'est une comédie. Le pari est audacieux



car le premier des comiques reconnus dans le monde se risque à représenter une « boucherie » selon ses propres termes. Et tout va se jouer autour de la représentation. La question est alors de savoir ce qui peut être montré à l'écran et cette question reste essentielle au cinéma. L'art vise à la production d'effets sensibles mais il va viser ici à surtout représenter l'irreprésentable et ce sera ici l'immonde de la guerre de tranchées, l'immonde qui consistait à vivre dans les déjections, les cadavres... l'horreur des immondices. La question sempiternelle de savoir s'il est possible de rire de tout ne serait alors que la conséquence de la réponse à la première question. Or, le génie de Charlie Chaplin a été de contourner la difficulté en se jouant des spectateurs et de la critique. Le spectateur va effectuer une double lecture, l'une linéaire, l'autre rétroactive à partir de la fin. La lecture linéaire suit Charlot, jeune recrue faire ses classes avant d'aller au front. Comme on peut s'y attendre, Charlot ne peut pas, malgré toute sa bonne volonté, se soumettre à la discipline, sa nature profonde ne peut marcher au pas. Sa démarche sera toujours décalée, son regard biaisé. Le comique établit immédiatement un second degré qui va prendre toute sa dimension dans la seconde partie du film. En effet, nous verrons que l'essentiel est hors du cadre, il est hors-champ. Les tranchées se présentent comme un décor de théâtre : le scandale va être détourné (mais aucunement occulté comme dans *La vie est belle* de Roberto Begnini, 1997). Il ne s'agit pas de tromper ou de tricher mais de suggérer. Si les planches sont propres, trop propres, les conditions de vie sont décrites, la scène de la cagna qui est inondée est une merveille du genre. Les effets comiques comme de tracer des bâtons dès qu'un ennemi est tué, ou de tendre sa cigarette à la verticale pour l'allumer par la vitesse des balles indiquent que la mort et le danger sont extérieurs, au-dessus et en dehors du cadre, ils sont invisibles mais présents. Ce serait une lapalissade de dire que les odeurs ne peuvent être montrées alors qu'elles devaient être pestilentielles. La représentation est en effet partielle, elle n'est pas réaliste, encore moins vraisemblable. Et pourtant, le



muet confère un caractère abstrait au son de la mitraille alors qu'il semble omniprésent, assourdissant d'une certaine manière. L'action est au-delà : si l'ennemi n'est pas montré, c'est qu'il est invisible et lorsqu'il faudra le montrer, il paraîtra grotesque, sans relation immédiate avec la peur qu'il peut susciter. La distinction entre le champ (le champ de bataille littéralement) et le hors-champ devient confuse lorsque Charlot se réfugie dans une maison détruite : il apparaît alors qu'il se croit invisible. Un peu auparavant, il a pu apparaître à l'écran en restant invisible, il est déguisé en arbre dans une forêt. La confusion devient délirante lorsque le héros Charlot met fin à la guerre à lui tout seul en enlevant le Kaiser. On découvre alors à la fin du film que la vie dans les tranchées a été totalement rêvée, fantasmée et non pas représentée. L'enlèvement du Kaiser est ce

désir d'arrêter la boucherie en neutralisant l'un des responsables, homme du Pouvoir à l'origine de l'inhumanité. La lecture rétroactive, à partir de la fin, nous fait comprendre comment Chaplin s'est joué du spectateur pour son plaisir, mais comment il s'est joué de la réalité par l'artifice du cinéma.

On pourra toujours gloser sur le sens politique du film car s'il se voulait un film de soutien à la mobilisation des États-Unis lors du conflit, il se perçoit comme un film antimilitariste. Il est dit que Chaplin avait eu l'intention dans son délire de faire arrêter par Charlot, Poincarré, le roi George V et le président Wilson, cela aurait permis de mieux cibler les responsables de la boucherie de 14-18. et le film aurait pu ainsi être meilleur car plus pertinent. Néanmoins, la glose sera toujours utile pour rendre compte de l'impact d'un film dans les esprits car rien n'est plus plaisant que de confronter les points de vue sur une œuvre qui se présente ainsi comme toujours ouverte au regard.

JEAN-CLAUDE
CNT éducation 35



ENSEIGNER LEUR HISTOIRE (ENTRE AUTRES) AUX ENFANTS D'IMMIGRÉS

Étant professeur des écoles en ZEP à Montpellier dans un quartier populaire, j'ai pu me rendre compte qu'il existait une grande méconnaissance et une grande confusion des enfants sur l'histoire de l'immigration.

L'école où je travaille est cosmopolite. Si une majorité d'enfants ont des parents qui viennent du Maghreb (la plupart du Maroc), une minorité importante appartient à la communauté gitane, et le restant des enfants a des origines diverses (Afrique noire, sud-est asiatique, Antilles...). Pour la quasi-totalité des enfants d'origine maghrébine, l'origine, la nationalité et la religion sont une seule et même chose (ils emploient les mots arabes, marocains et musulmans comme si ils étaient équivalents et interchangeables).

Je suis convaincu que nous devons aider ces enfants à se constituer une identité (propre ou individuelle et non nationale) basée sur des réalités historiques et géographiques et pas sur des fantasmes, même s'ils sont partagés dans leur communauté. Plusieurs leçons ont pu être l'occasion de discussions ou d'apports sur ce sujet.

En histoire, la naissance de l'Islam a permis de montrer aux enfants que la religion musulmane n'était pas une propriété intrinsèque du Maghreb, mais un apport historique. Ça a aussi été l'occasion de parler des populations autochtones avant l'arrivée des arabes, ainsi que des autres religions pratiquées dans ces pays. Pour la quasi-totalité des enfants originaires du Maroc, avant ces discussions, le fait d'être originaire du Maroc faisait forcément d'eux des arabes et des musulmans, tout cela était confondu en une seule identité. L'étude des guerres des religions (entre protestants et catholiques) ainsi que l'évocation du schisme musulman permet de comprendre que les religions ne sont pas monolithiques et de remettre à

leurs places les stupidités autour de la « guerre de civilisations ».

À l'occasion de l'étude de la seconde guerre mondiale, nous avons eu l'occasion de parler des roms (ou tziganes) de leur origine, de leur éclatement géographique et des différences de cultures que cet éclatement avait engendré. La plupart des enfants d'origine gitane ne connaissent rien aux origines de leur communauté et ne veulent absolument pas reconnaître une origine similaire avec les tziganes ou les roms.

La découverte de l'Amérique et sa colonisation est l'occasion de parler

de la traite des esclaves et des sources de peuplement des Antilles.

Nous étudions bien sûr la colonisation et la décolonisation, et nous abordons, que ce soit à travers la littérature ou la géographie, la question de l'immigration.

Les séances de littérature sont particulièrement propices pour ces discussions, car elles offrent souvent des situations parallèles aux expériences des enfants tout en permettant une prise de distance indispensable. Le contact de ces enfants pendant plusieurs années m'a appris une chose : être privé de son histoire c'est s'enfoncer un peu plus dans la misère, ça rend le monde incompréhensible et ouvre la porte à tous les obscurantismes.

FRANCK

CNT éducation santé social 34



LE COLLÈGE DE MES RÊVES (ÉPISODE 2)

Pour le deuxième épisode, changement de plan : j'avais prévu de parler de plein de trucs (voir la conclusion du premier épisode, dans « La Mauvaise herbe » n°1), mais on m'annonce un dossier sur la liberté d'expression, alors je m'aligne !

Il est des mots dont le sens varie en fonction du lieu où ils sont prononcés. Les mots « liberté » et « expression », au collège, en font partie. L'association des deux mots, elle, est moins polysémique... elle est plutôt inexistante, ou au mieux un principe assez théorique.

LA LIBERTÉ, UN PRINCIPE DE FAÇADE

De façade au sens propre pour beaucoup d'établissements : avec ses acolytes « égalité » et « fraternité », elle est souvent inscrite à l'entrée, gravée pour être sûr qu'elle reste bien à sa place à l'extérieur.

Pour les personnel-le-s enseignant-e-s, il y a bien un peu de liberté pédagogique, sans cesse à revendiquer contre les chef-fe-s, et pour l'ensemble des travailleur-euse-s, une liberté syndicale. Mais pas plus que dans n'importe quelle autre branche, et avec des limitations inacceptables : par exemple, la liberté de se mettre en grève dans la fonction publique est limitée par l'obligation d'un dépôt de préavis – nous avons réglé partiellement ce problème à la CNT en déposant un préavis chaque jour de l'année scolaire depuis quelques années.

Pour les élèves, c'est plus difficile de trouver... Dans les règlements intérieurs des collèges, il est normal de trouver des rubriques « devoirs des élèves », mais jamais on n'y a vu de paragraphe « liberté des élèves ». Au mieux, le chapitre sur les droits liste des devoirs rhétoriquement et ridiculement réécrits : « J'ai le droit de travailler dans le calme », « J'ai le droit de me déplacer dans les couloirs sans me faire bousculer par des gens qui courent »,... Belle façon de dire « Fermez-la » et « Marchez au pas » ! Sinon, tous les moments de la journée sont rythmés par les obligations, les interdictions et les enfermements.

L'EXPRESSION, NON ACQUIS

Pour les enfants, ce mot ne s'applique que dans les

évaluations de langue : expression écrite, orale. Il signifie aussi, dans un style très professoral, la qualité littéraire d'une production écrite en français (citation : « Cet élève a des soucis d'expression » = « Il ne sait pas écrire »).

Pour les personnels, le lieu d'expression le plus démocratique est le panneau syndical. J'en ai profité pour y coller la belle affiche « Police hors de l'école » de la CNT. Sinon, les pressions hiérarchiques, l'allusion à un pseudo-devoir de « loyauté » qui cache mal une exigence de soumission, le harcèlement des inspecteur-trice-s dès qu'on s'écarte du droit chemin de représentant-e de l'État, règlent la question.

Et pour toute personne, adulte ou élève, qui ose prendre la liberté de dire ce qu'on n'attend pas d'elle, les sanctions tombent vite (conseils de discipline, exclusions, mises à pied,...).

DES ESPACES À CRÉER

Alors pour respirer un peu, il nous faut créer des espaces de liberté.

Dans mon collège, je fais un atelier journal : sur le temps de midi, c'est court, mais tout le monde peut s'y exprimer librement, sans jugement, on se sourit, on s'amuse, on apprend, on crée. Un tout petit bol d'air frais, ça n'a pas de prix !

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Comme partout dans notre société dite démocratique, la liberté d'expression concerne principalement les puissant-e-s. Des autres, on attend que pas une tête ne dépasse. On leur accorde gentiment des représentant-e-s élu-e-s. Au collège, ils siègent au conseil d'administration, organe consultatif complètement inutile. La liberté, il nous faut la prendre : en s'émancipant de la hiérarchie, par le syndicalisme ou le refus d'inspection par exemple. Ou tout simplement par la révolte !

PASCAL MONCEY
CNT éducation Paris



« C'EST QUOI TON GENRE ? », UN CAHIER DE COLORIAGE POUR ENFANTS

Les éditions Goater¹ (Rennes) ont publié il y a quelques mois un cahier de coloriage, destiné aux enfants, cahier dont l'objectif est de casser les stéréotypes de genre chez les enfants.

On y trouve de nombreux dessins détournant ces stéréotypes, comme par exemple une petite fille déguisée en cow-boy et chevauchant un dinosaure, un monstre poilu recouvert de bijoux, avec un sac à main et un chien minuscule en laisse. Chaque scène raconte une histoire, avec un petit sous-titre qui permet d'explicitier le propos (par exemple « *Les dinosaures sont les meilleurs amis des filles* » ou « *Petit Monstre se sent belle* »).

Qu'en pensent les premier-es concerné-es ? J'ai testé ces coloriages auprès de deux filles de 5 et 6 ans, afin de recueillir leurs impressions. Tout d'abord, et c'est une évidence pour toutes les personnes qui sont sensibilisées à cette question, les stéréotypes sont effectivement bien ancrés chez les enfants, et ce très tôt dans leur vie, comme en témoigne cet échange avec l'une d'elle à propos d'un dessin représentant un garçon appelé Colas, en robe de nuit, allongé dans son lit :

« Z : moi j'ai dessiné les cheveux du petit garçon »

P : c'est marrant ce petit garçon, tu as vu comme il est habillé ?

Z : hi hi, oui, avec une robe !

P : pourquoi tu dis que c'est un petit garçon ?

Z : bah ce n'est pas une petite fille parce que les petites filles ça a des cheveux longs ! »

Quelques minutes plus tard, un autre dessin permettra de revenir sur la question :

« P : c'est un monstre qui promène un petit chien avec une laisse...

L : il a acheté une robe, et c'est une fille hein...

P : c'est un monstre fille tu penses ?

L : oui, elle a des boucles d'oreilles !

Z : si il s'est acheté une robe c'est que c'est une fille !

P : ben non puisque regarde, le petit frère [Colas, évoqué ci-dessus] a une robe aussi !

Z : ben oui, c'est bizarre... c'est peut-être sa robe de nuit ?

P : ah oui, tu as raison... »

Pourtant, le cahier permet aussi d'aborder mine de rien certains sujets de société, comme par exemple la question du mariage (plusieurs dessins traitent de l'homosexualité et du mariage homosexuel) :

« L : moi je vais raconter l'histoire d'une sirène qui se marie avec un garçon ; il faudrait que je trouve un mari maintenant.

P : les filles elles sont obligées de se marier avec des garçons ?

L : non... aussi on peut bien se marier une fille avec une fille, on a le droit !

Z : bah oui, mais on ne peut pas faire de bébés ! Il faut un garçon et une fille pour faire un bébé ! »

Finalement, sous le couvert d'un loisir récréatif, cela permet vraiment de sensibiliser les enfants aux questions de

genre, par petite touche, puisque le dessin en lui-même interroge. Il n'y a plus qu'à saisir la balle au bond, pour titiller les enfants et les questionner sur leurs certitudes. Cependant, si ce cahier reste une excellente initiative originellement destinée aux enfants de 2 à 9 ans, j'aurai tendance à penser qu'il remplira plus facilement son rôle auprès d'enfants qui savent lire, et qui pourront ainsi s'approprier seul-es les légendes des dessins, qui consistent simplement en une ou deux phrases généralement simples. Ceci étant, le résultat est agréable, et c'est tellement réconfortant de s'apercevoir que des coloriages intéressants existent en dehors du monde de Disney ! Signalons enfin que ce cahier (ainsi que tous les ouvrages des éditions Goater) est disponible et commandable à partir du site internet... donc il est possible de le mettre entre les mains de n'importe quel enfant où qu'il soit, même loin de Rennes !

PIERRE,

CNT éducation 35,

AVEC LA PARTICIPATION DE ZÉLIE ET LOUISE

(1) <http://www.editions-goater.org/>



À L'ORIGINE DU CAHIER. ENTRETIEN AVEC COCO, DESSINATRICE

« C'est quoi ton genre ? » version française, est un projet collectif regroupant un éditeur, Jean-Marie, une traductrice, Nardjes, une maquettiste, Marie et la dessinatrice Coco.

LMH : Peux-tu présenter le projet du cahier de coloriage *C'est quoi ton genre ?* ?

Coco : *C'est quoi ton genre ?* est à la base un cahier de coloriage américain que Jean-Marie Goater¹ a ramené de Londres avec d'autres cahiers et ouvrages traitant des stéréotypes de genre, qu'il a jugé intéressant de nous présenter, à quelques un-es, pour voir si ça nous branchait d'en adapter un. Parmi tout le lot, celui-ci nous semblait intéressant à publier, car il casse les stéréotypes filles-garçons, brouille les genres, questionne nos conditionnements. Sachant en plus que le conditionnement en matière de genre se fait très tôt dans la vie d'un-e individu-e, il était important que ce cahier de coloriage s'adresse aux enfants dès tout petit-es et les sensibilise à d'autres façons de vivre en dehors des normes que la société nous impose, leur montre « autre chose » en matière de sexualité, de jeux, de vêtements, de validisme² ou pas, de sports, de famille... Alors on a décidé d'en faire une traduction et « adaptation », sans changer le sens des phrases, ni le contenu des dessins mais en les adaptant pour qu'ils soient compréhensibles en français.

LMH : Qui sont les auteur-es américain-es du cahier initial ramené de Londres ?

Coco : Je ne les connaissais pas avant que l'on publie cette traduction ! Jacinta Bunnell³ a un blog, elle réalise des dessins et peintures pour enfants.

LMH : Cahier de coloriage : est-ce que l'objet en lui-même n'est pas stéréotypé, généré ; plutôt offerts à des filles qu'à des garçons ?

Coco : On a justement pensé à ce que ce cahier de coloriage soit destiné autant aux filles qu'aux garçons, sans distinction ! Oui, les filles sont plus conditionnées à être calmes, sages, à se poser, contrairement à ce qui est demandé aux garçons, et bien justement il faut changer ça et en offrir aux garçons ! Ils ont aussi plaisir à colorier !

LMH : Vous avez d'autres projets en lien avec le genre ?

Coco : Oui, nous avons un projet en cours avec le collectif féministe « Gast » de Quimper, un alwomanac'h⁴ en soutien à l'école Diwan de Chateaulin... Ce sera un almanach féministe bilangue français/breton avec des contes, portraits de figures de femmes fortes, jeux, statistiques, bricolage DIY



féministe, proverbes, chansons... Cet alwomanac'h sera édité aussi chez Goater éditions. En mars, nous avons publié *Mon premier cahier de coloriage féministe*, un ouvrage réalisé par des dessinatrices de Rennes auquel j'ai participé. C'est important de proposer aux enfants d'autres façons de jouer, de s'habiller, d'être...

pour qu'ils et elles n'aient pas que le modèle « rose ou bleu » que suggère encore beaucoup la société, à travers les médias, l'école, les films, la famille, les livres, la pub, les jeux vidéos... pour que les enfants puissent rencontrer dans leur parcours autre chose que des stéréotypes sexistes ! Il faut que cesse la mise en valeur des femmes seulement par rapport à leur physique, leur douceur et gentillesse ! ainsi que les rôles de papa qui bricole la voiture et maman qui fait la cuisine ! C'est fini tout ça ! les rôles genrés, binaires ! Aujourd'hui, un enfant peut avoir deux mamans ou deux papas mariés ou pas, une famille recomposée avec un papa qui reste au foyer pour s'occuper des enfants... et ce qui serait bien c'est qu'à l'école ça suive ! Parce que présenter des fables du Moyen-Âge au collège, super sexistes, avec l'homme qui rentre à la maison après la chasse et qui demande à sa femme de cuisiner les perdrix sinon elle va se prendre une torgnole, sans aucune critique du sexisme qui se joue dans cette fable, je trouve ça vraiment pas normal !

PROPOS DE COCO, RECUEILLIS PAR PIERRE

(1) Jean-Marie Goater est un élu EELV de Rennes et le patron du bar le Papier Timbré (rue de Dinan, à Rennes) ainsi que l'éditeur de nombreux ouvrages des éditions Goater qu'il a créées.

(2) Le « validisme » (le fait d'être valide) est considéré comme la norme dans notre société, la majorité (comme l'hétérosexualité par exemple) en faisant des autres personnes, les « non valides » une minorité, non représentée, et de ce fait invisible. Le ou la valide n'a pas conscience d'être valide, tout comme l'hétéro n'a pas conscience d'être hétéro, vu que quasi toutes les personnes représentées dans la société sont valides et hétéros, et blanc.he.s... (dans les médias, pubs, livres, films...) et que cette société est faite pour les valides, ce qui handicape d'autant plus les personnes non valides !

(3) <http://www.jacintabunnell.com/>

(4) *C'est un almanach féministe d'où le jeu de mots entre almanach et woman...*



MEURTRE SEXISTE ET MÉDIAS : UN CAS D'ÉCOLE

MEURTRE D'UNE FEMME EN AVEYRON. CHRONIQUE D'UNE DÉSINFORMATION CONCERTÉE.

Loin des propositions commerciales de la semaine de la presse, des injonctions ministérielles post-attentats et autres « outils » pour l'égalité, l'actualité nous offre, malheureusement, de quoi étayer séquences et débats avec les élèves.

Rappel des faits : une femme a été assassinée par un homme, en Aveyron, à la mi-février 2016.

Traitement immédiat par les médias, la justice, le préfet, le ministre (internet, radios, télévisions) : tous rattachent ça à la crise agricole du moment, même si, la plupart du temps, on précise que ça n'a absolument pas de rapport.

Les jours suivants, le procureur dit « les hématomes montrent qu'elle a résisté ».

À quoi ? Sous-entendu d'agression sexuelle ?

Les voisins, le maire, s'expriment. « depuis la mort de sa mère il déprimait... il n'y a plus de femme pour faire la soupe à la maison... il était bien intégré à la vie du village, il faisait partie de l'association de chasse... c'est une famille vaillante, aveyronnaise depuis des générations... ».

Le cadre familial et local est évoqué mais les journalistes n'en font pas l'analyse.

Les médias continuent d'insister sur le métier de la femme (contrôleuse technique agricole) et la crise du monde agricole, bien qu'il soit confirmé que cela n'a aucun rapport avec le crime.

Suivent les experts psy qui évoquent « le coup de folie » alors que les faits dénotent préméditation et préparation.

L'homme dit « Il se passait des choses bizarres depuis 15 jours à la ferme, j'ai su qu'il fallait que je la tue comme ça ».

Conclusion des autorités : délire paranoïaque. L'homme n'est pas responsable de ses actes.

Qui nous parle de la misère mentale, sexuelle, du

poids des familles patriarcales, de la place des femmes, de l'obscurantisme religieux ? Comme toujours, un silence troublant accompagne les crimes sexistes.

Il semble qu'un seul quotidien national se soit interrogé sur les raisons politiques de la mise en avant de ce drame. Il persiste, toutefois, à le traiter comme un fait divers et non comme un problème de société¹.

Une femme a été tuée, uniquement parce qu'elle était une femme. Personne n'analyse les faits et les rares « explications » données ressemblent bien plus à des excuses qu'à une mise en cause de l'assassin ou du fonctionnement de notre société. À ces

crimes, notre société oppose un silence complice.

Pour rompre ce silence, on peut consulter avec nos élèves, les pages « actualité » des moteurs de recherche et des sites de chaque média, des revues de presses² et comparer des unes³.

On peut juxtaposer des titres/articles, noter le nombre d'occurrences sur les termes employés, comparer avec les publications qui ont accompagné les attentats, ou même avec un meurtre semblable dans un autre pays.

Laissez les élèves tirer eux-mêmes leurs conclusions. La désinformation et la manipulation sont flagrantes. Le « silence radio » est tellement énorme, qu'ils en feront d'eux-mêmes le constat.

ANNICK PLÉNACOSTE
CNT 46/12

(1) <http://www.humanite.fr/question-sur-la-mise-en-exergue-du-drame-de-laveyron-599522>

(2) <http://www.revue2presse.fr>

(3) <http://unes.spqr.fr>



ISRAËL-PALESTINE, LE CONFLIT VU DANS LES MANUELS SCOLAIRES

Ce livre est un recueil de textes tirés d'un colloque de l'Association France Palestine solidarité, le Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes et l'Institut de recherches de la FSU.

Chaque chapitre se lit de manière indépendante mais l'ouvrage nécessite une certaine connaissance du conflit au Moyen-Orient, dont les auteurs analysent le traitement dans les manuels scolaires d'Histoire.

Le livre interroge l'objectivité de la vision donnée dans ces manuels, question qui peut être élargie à de nombreux autres sujets historiques « chauds » car d'actualité. « La nécessité de rendre justice, de garder le minimum de rigueur objective au discours, s'inscrit dans la déontologie de l'historien. Cette exigence est d'autant plus sensible dans le cas des manuels scolaires, qu'ils façonnent la prise de conscience d'une partie de la jeunesse et de l'opinion par l'officialité ou la semi-officialité dont ils sont pourvus, quelle que soit la façon dont ils sont conçus et mis en œuvre. Ils instaurent une vérité quasi certifiée, qui peut être amendée par exemple par le milieu familial » (p.7).

« Initialement utilisé par les jeunes États-nations européens pour déterminer les savoirs légitimes, le manuel scolaire ne se contente pas d'organiser des connaissances : il les trie, afin de s'adapter aux attentes du pouvoir » (p.12).

Le sujet du livre est brûlant car ce conflit intéresse particulièrement une partie de la jeunesse. Il n'est pas rare que juifs et musulmans s'identifient à l'un ou l'autre des protagonistes. Or ce conflit devrait justement avoir une place importante dans les programmes scolaires pour rétablir des parts de vérités essentielles. D'autant que tout peut être écrit et lu sur internet, et notamment par le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), qui identifie toute critique d'Israël à de l'antisémitisme. Quant aux sites soralien, ils instrumentalisent l'information dans un but antisémite et conspirationniste.



Or, selon nos auteurs, « il est décisif de distinguer le destin des juifs, ses épisodes tragiques, et le gouvernement d'un État colonialiste et peu soucieux du respect international et humanitaire. Il est important de reconnaître le peuple palestinien dans ses droits les plus élémentaires, dans son histoire et dans sa culture et de ne pas le confiner dans ses actes de résistance, parfois violents mais légitimes » (p.9).

Mais la mise en place de cet enseignement sera difficile car l'État français a un passif avec les Juifs de par son rôle dans la collaboration, et aujourd'hui il soutient l'État israélien.

Vous trouverez dans ce livre des analyses des manuels scolaires français mais aussi suédois, palestiniens et israéliens. Dans ces derniers, l'auteure israélienne analyse les manuels de son pays et elle remarque que les citoyens arabes israéliens sont présentés comme des ennemis de l'intérieur... Quelle paix est possible si l'on enseigne cela ?

Notre éthique d'enseignant peut donc se trouver en contradiction avec les discours officiels qu'un État veut donner à sa jeunesse.

DAVID F.

CNT éducation Paris

Israël-Palestine, le conflit dans les manuels scolaires, Coordination Roland Lombard et Marilyn Pacouret, Éditions Syllepse.



LA PRATIQUE DU « SPORT » À L'ÉCOLE

Comme nous avons eu l'occasion de le voir dans deux articles de cette revue¹, le sport n'est pas seulement un mot polysémique qui recouvre tout un ensemble d'activités physiques fort différentes mais aussi le véhicule d'une idéologie néfaste.

En tant que tel, il imprime sa marque sur l'école et les enfants. Il glorifie la compétition, anoblit les « forts », dévalorise les « faibles », détruit les corps et imprime la performance dans les esprits. A travers ces différents effets il exacerbe les conflits et laisse libre cours à la violence enfouie.

UNE RÉSISTANCE NÉCESSAIRE

Pour résister à cette idéologie, il est donc nécessaire pour les éducatrices et les éducateurs que nous sommes de décoloniser l'EPS. Nous pouvons ainsi proposer toutes sortes d'activités non-compétitives comme les activités expressives (danses, expressions corporelles), les gymnastiques douces et énergétiques (yoga, arts martiaux internes et toutes sortes de disciplines dérivées), bannir la compétition et privilégier la recherche qualitative plutôt que quantitative. C'est de cette manière, en cherchant à opérer les gestes justes, que l'on peut amener les enfants à développer une conscience de leur propre corps, à même de favoriser une appropriation physique de soi-même et des habitudes privilégiant la santé à l'exact opposé du sport favorisant une recherche effrénée de la performance, nuisible à plus ou moins longue échéance. Prise dans ce sens l'éducation physique est indispensable et sera pleinement utile à la maturation d'êtres humains adultes, comme l'avaient compris les promoteurs de l'éducation intégrale comme Sébastien Faure².

DES PISTES PÉDAGOGIQUES

Dans cette recherche les voies sont bien sûr multiples et encore largement inexplorées mais nous proposons quelques activités. Nous pouvons, tout d'abord, supprimer tout ce qui relève de la compétition et favoriser la coopération. L'évaluation quantifiée des performances peut être oubliée au profit de la mise en avant de l'engagement. Dans les jeux d'équipes, les tournois avec classement final peuvent être remplacés par des rencontres amicales où le respect des joueurs et la recherche du plaisir partagé priment sur le reste. Les règles peuvent être adaptées pour favoriser le jeu collectif. Par exemple dans les jeux où l'objectif est de marquer, un « but » ne sera valide que si l'ensemble de l'équipe a participé. De la même

manière on évitera de comparer les élèves les uns avec les autres mais on les poussera à prendre en compte leurs progrès et on les aidera à développer des pratiques corporelles autonomes et non-compétitives.

FRANCK

CNT éducation santé social 34

(1) lire « Sport, jeu ou activité physique ? » Dans *La Mauvaise herbe* n°1 et « La domination sportive » ci-contre.

(2) lire *Écrits Pédagogiques*, Sébastien Faure, Éd. du Monde Libertaire, réédition 1992.



LA DOMINATION SPORTIVE

Au mois de juin prochain se déroulera en France le tournoi européen de football de l'UEFA (Union Européenne de Football Association) à la marque déposée : « l'Euro 2016 ». Pour ce soit disant événement, une véritable mobilisation nationale se met en place.

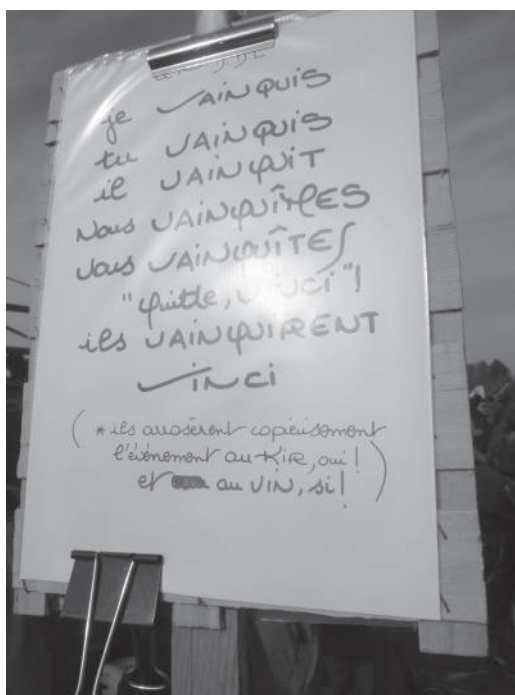
Hollande demandait récemment, en vue de ce championnat, que la Marseillaise soit chantée pour exalter les valeurs de la République. Et Vallaud-Belkacem, alors qu'elle était ministre des sports au moment de la coupe du monde de la FIFA au Brésil, pouvait déjà annoncer la future constitution d'une armada de jeunes scolaires (la « Fans-Zone ») pour acclamer les mercenaires à crampons des pelouses.

Et l'UNSS (Union Nationale du Sport Scolaire) qui existe dans les établissements secondaires donne sa contribution à ce grand barnum¹. Il faut dire que cette organisation n'en n'est pas à son coup d'essai : à chaque fois qu'une pharaonique compétition sportive a lieu, elle joue sa partition en espérant par là en récolter quelques bénéfices. Mais selon quelle finalité ?

L'institution sportive est une pieuvre qui colonise tous les secteurs de la société et en particulier l'École. Qui ne voit pas que la fonction politique de la propagande en faveur de ce tournoi estival est d'anesthésier la population afin de la détourner des véritables enjeux sociaux comme, par exemple, l'attaque du code du travail ?

C'est ainsi que l'institution sportive a su récemment imposer à l'État français ses exigences économiques et ses prérogatives en obtenant des cadeaux fiscaux scandaleux pour cet eurofic 2016. Mais par là même, c'est aussi une vision du monde qui est imposée à tous : mettre en concurrence des performances physiques mesurables afin de produire des individus compétitifs aptes à « jouer » dans le cadre du marché capitaliste mondial.

Ainsi, l'UNSS instrumentalise de jeunes



adolescent(e)s. Il existe une critique de l'emprise de « la marchandisation », des églises ou de l'armée mais du sport : si peu. Et pour cause ! Il est beaucoup plus insidieux parce qu'il y a, de nos jours, une adhésion spontanée à ses images, son discours, sa logique et ses comportements. « Et chaque enfant, dans son cursus scolaire, a tout le loisir d'entendre les louanges de l'institution sportive en tant que pratique (...) »². Effectivement, si c'est bien à travers une pratique que l'idéologie s'incruste jusque dans les plis du corps de l'individu, on est à même de mesurer la force du moloch sportif³. Le problème c'est que tout le travail éducatif pour

informer sur « les pathologies sociales et individuelles générées par elle, en tant qu'institution »⁴ est purement et simplement nié.

Tout enseignant à quelque niveau que ce soit est impliqué par cette propagande. Par conséquent, l'opposition à la domination sportive nécessite de lutter, pied à pied, au sein de l'institution scolaire. Pas seulement le temps d'une compétition mais en permanence.

GROUCHOS

<http://www.grouchos.org/>

(1) cf. <<http://unss.org/blog/category/en-route-vers-luefa-euro-2016/>>.

(2) Patrick Vassort, *CIO, FIFA : le nécessaire boycott des institutions sportives*, Illusio n° 14/15 – janvier 2016, (*Théorie critique de la crise (volume III). Capitalisme, corps et réification*), Lormont, Le Bord de l'eau, 2016, p. 490.

(3) Il s'agit du nom d'une divinité d'un peuple sémite (les ammonites) établi à l'est du Jourdain et qui est représentée par un homme à tête de taureau, à qui l'on sacrifiait par le feu des victimes humaines, surtout des enfants.

(4) Patrick Vassort, *op. cit.*, p. 490.



JOE HILL, INDOMPTABLE MILITANT ANARCHO-SYNDICALISTE

À la faveur de la ressortie depuis novembre dernier, du très bon film « Joe Hill » du cinéaste suédois Bo Widerberg, datant de 1971, prix spécial du Jury au Festival de Cannes cette année-là, il est rafraîchissant de se souvenir de notre compagnon Joe Hill, voguant à travers les États-Unis du début du XXe siècle sur les ailes de la liberté¹.

Poète et militant, Joe Hill, né Joel Emmanuel Hägglund le 7 octobre 1879 à Gävle, en Suède, où sa maison natale a été transformée en musée du syndicalisme, et aussi connu sous le nom de Joseph Hillström, était un syndicaliste, membre du syndicat américain IWW (Industrial Workers of the World).

Il émigre aux États-Unis en 1902, il se joint aux *Wobblies* (IWW) vers 1910, alors qu'il travaille comme docker à San Pedro (Californie). Il militait pour les droits des travailleurs, pour la liberté d'expression aussi. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a commencé à écrire des chansons engagées. Puisqu'il fallait chanter, à l'instar de l'Armée du salut, pour avoir le droit de se rassembler publiquement, il décida de faire de la politique et du syndicalisme en chantant. Dans une scène désopilante du film, Joe Hill et ses camarades se font tous, et un à un, embarquer par la police au fur et à mesure qu'ils montent sur une caisse, puis sur le dos de leurs compagnons quand la caisse a été prise par les flics, pour haranguer la foule. Peu après, Joe Hill revient en place publique, et face au chœur des grenouilles (et crapauds) de bénitier, il se met à improviser une chanson protestataire sur l'air d'une de leurs chansons religieuses.

Écrivant donc des chansons engagées et des poèmes satiriques, Joe Hill continue à travailler dans divers États, sautant sur les trains de marchandises avec les hobos² de l'époque. Joe Hill devint l'auteur le plus populaire de ce « syndicat chantant », alimentant le recueil IWW, le *Little Red Song Book*, de ses parodies de cantiques de l'Armée du salut ou de vieux tubes insignifiants transformés en brûlots révolutionnaires.

Au début de 1914, il travaille sur le tramway à la Silver King Mine à Park City (Utah), pas loin de Salt Lake City.

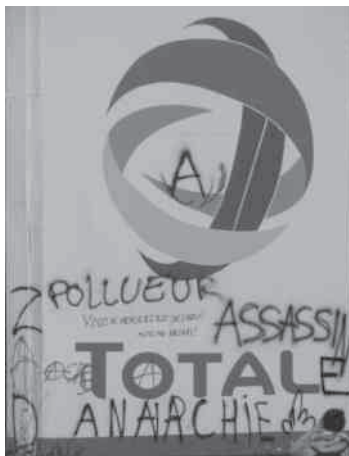
Le 10 janvier 1914, John G. Morrison et son fils Arling sont tués dans leur boucherie de Salt Lake City par deux personnes masquées par des bandanas rouges. Rien n'ayant été volé, la police croit d'abord à une vengeance personnelle, peut-être due au fait que le père Morrison est un ancien officier de police. Le même soir, Joe Hill se présente chez un docteur local

avec une blessure par balle, qu'il ne veut pas expliquer. On présume que c'est lié à une affaire de cœur. Hill est finalement accusé du meurtre des Morrison, bien que niant toute implication et refusant de témoigner lors de son procès. Il est condamné pour meurtre, et la Cour suprême de l'Utah rejette son appel. Dans une lettre aux magistrats, Joe Hill refuse tout droit à l'État de l'Utah de s'enquérir sur les origines de sa blessure, qu'il considère comme une affaire exclusivement personnelle.

L'affaire prend une ampleur nationale et internationale. Le président Woodrow Wilson, Helen Keller et la Suède demandent la clémence, tandis que dans le monde entier les syndicats prennent sa défense. Le procès est accusé d'avoir été injuste. Des années plus tard, l'État de l'Utah reconnaît que, avec les nouvelles lois entrées en vigueur, Joe Hill n'aurait jamais été exécuté sur le fondement de preuves si légères.

Le dernier mot de Joe Hill, exécuté le 19 novembre 1915 par un peloton d'exécution, est « Fire ! » (« Feu ! »). Juste avant de mourir, il écrit à Bill Haywood, un responsable de l'IWW : « Ne perdez pas de temps dans le deuil. Organisez-vous ! ». Il est devenu une figure des luttes sociales.

Une de ses chansons souvent reprise, à laquelle le film fait référence, s'appelle *The Preacher and the Slave* (*Le prêtre et l'esclave*). Le refrain contient une expression devenue célèbre : « *pie in the sky* » (*une tarte au ciel*). Parmi les centaines de formules



merveilleuses échangées par les IWW au fil des ans, pie in the sky s'est rapidement taillé une place de choix, qu'elle a conservée depuis. Archie Green, le spécialiste du monde ouvrier, l'appelait « la contribution wobbly la plus significative au vocabulaire américain ». S'il n'y a aucune certitude que Joe Hill ait le premier inventé cette expression, on n'en a en tout cas pas trouvé d'autre occurrence avant la publication de *The Preacher and the Slave* en 1911, où elle apparaît dans le refrain :

Work and pray, live on hay,
Travaille et prie, vis sur la paille
You'll get pie in the sky when you die
Tu auras de la tarte quand tu seras mort

Les paroles de cette chanson dénoncent les mensonges de tous les curés :

Long-haired preachers come out every night,
Les prêcheurs aux longs cheveux sortent tous les soirs
Try to tell you what's wrong and what's right;
Essayant de vous enseigner le bien et le mal
But when asked how 'bout something to eat
Mais si on leur demande comment avoir de quoi manger
They will answer with voices so sweet:
Ils répondront de leurs voix mielleuses

Refrain :

You will eat, bye and bye, by and by
Tu mangeras, bientôt
In that glorious land above the sky;
Au pays glorieux dans les cieux
Work and pray, live on hay,
Travaille et prie, vis sur la paille

You'll get pie in the sky when you die.
Tu auras de la tarte quand tu seras mort

The Starvation Army they play,
L'Armée des affameurs joue
They sing and they clap and they pray
Chante, tape des mains et prie
'Till they get all your coin on the drum
Jusqu'à ce qu'ils aient ton obole
Then they'll tell you when you're on the bum:

Et quand tu es dans la dèche ils te disent :

Holy Rollers and jumpers come out,
Les fous de dieu en transe viennent alors
They holler, they jump and they shout.
Ils braillent, sautent et crient
Give your money to Jesus they say,
Ils disent donne ton argent à Jésus
He will cure all diseases today.
Il soignera toutes les maladies aujourd'hui
If you fight hard for children and wife
Si tu te bats avec énergie pour tes enfants et ta femme
Try to get something good in this life
Que tu cherches quelque chose de bon dans cette vie
You're a sinner and bad man, they tell,
Ils te traitent de pécheur, de sale type
When you die you will sure go to hell.
Sûrement destiné à l'enfer

Workingmen of all countries, unite,
Travailleurs de tous les pays, unissez-vous
Side by side we for freedom will fight;
Côte-à-côte luttons pour la liberté
When the world and its wealth we have gained
Quand nous aurons le monde et ses richesses
To the grafters we'll sing this refrain:
Nous chanterons ce refrain aux profiteurs

Final chorus:

You will eat, bye and bye, by and by
Tu mangeras, bientôt
When you've learned how to cook and to fry.
Quand tu sauras cuisiner et faire frir
Chop some wood, 'twill do you good,
Couper du bois, ça te fera du bien
And you'll eat in the sweet by and by.
Et tu mangeras dans la douceur, bientôt

FABRICE

CNT éducation Paris

(1) À noter que les éditions CNT-RP viennent de ressortir en mai 2015, l'excellent livre de Franklin Rosemont, *Joe Hill. La création d'une contre-culture ouvrière et révolutionnaire aux États-Unis*, paru initialement en 2002 en anglais, et en 2008 en français, déjà aux Éditions CNT-RP.

(2) *Hobos* : Travailleurs itinérants voyageant clandestinement à travers les États-Unis. Franklin Rosemont dit d'eux qu'il étaient des « *génies autodidactes, qui sont allés partout, qui ont tout vu, furent avec raison considérés comme les plus brillantes personnalités de tout le mouvement ouvrier américain* ».



NOTES DE LECTURE

Jorge Semprun, Le grand voyage



Bon d'accord, 1963, ce n'est pas vraiment une nouveauté que je développe ici, mais une lecture nécessaire. Jorge Semprun fait le récit d'un « voyage », sa déportation en tant que résistant. Il raconte des détails, des instants, l'horreur. Jamais il n'écrit l'histoire, il préfère écrire la façon dont les gens pouvaient survivre, la façon dont remontent les souvenirs, malgré leur enfouissement nécessaire à la vie qui reprend pour les rares rescapés. On découvre ainsi, au fil des retours en arrière, l'exil, l'intégration, la résistance, l'occupation et les camps de la mort.

On croise des parcours de personnages simples dont l'humanité est mise à l'épreuve.

Estampillé « rouge espagnol » depuis son adolescence et son exil en France, il découvre la langue et « ses mystères ». Il apprivoise si bien cette langue que ses compagnons oublient qu'il est étranger, et il finit par nous écrire ce récit exceptionnel, avec un style à couper le souffle.

PM

Le grand voyage, Jorge Semprun, Folio, 1963

Poison city (Yugai toshi), tome I

2019, à la veille des prochains Jeux Olympiques. La ville de Tokyo, désormais dominée par les puritains, entend nettoyer son territoire de tout ce qui pourrait atteindre aux bonnes mœurs et à la moralité des plus jeunes notamment. Une commissions de censure, présidée par un ancien ministre de l'éducation et professeur d'université, s'occupe de la publication des mangas. Elle a tout pouvoir pour décider si tel ou tel autre ouvrage doit être considéré comme « nocif ». Les mangakas doivent donc désormais adapter toutes leurs histoires pour passer le barrage de la censure et pouvoir espérer vivre de leur art.

Tetsuya Tsutsui livre ici un manga qui peut sembler assez atypique, mais qui est en fait inspiré de sa propre expérience. Il existe en effet actuellement au Japon une commission assez

similaire dont il a lui même été victime il y a quelques années. Bien documenté sur ce qui a pu se passer ailleurs dans le monde à d'autres époques (aux États-Unis notamment), Tetsuya Tsutsui nous montre comment certaines fictions (on pense notamment aux autodafés de *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury) pourraient très facilement devenir réalité, tant son histoire s'inscrit dans un futur proche et crédible. Le tout est servi par un trait soigné servant une narration au rythme relativement modéré, mais qui tient malgré tout en haleine : malgré ses 200 pages, on ne referme pas le bouquin avant de l'avoir fini !



PIERRE

Poison city (Yugai toshi), tome I, de Tetsuya Tsutsui, traduit du japonais par David Le Quéré, Ki-oon, « Latitude », 208 p., 15 €

The jungle



The Jungle est un roman écrit en 1906 par Upton Sinclair (1878-1968). Il a pour personnage principal Jurgis Rudkus, un immigré lituanien qui s'installe avec sa famille à Chicago au début du XXe siècle, dans le quartier des abattoirs.

On lit ce roman hallucinant de manière hallucinée. L'épopée misérable des centaines de milliers d'immigrés d'Europe centrale d'alors raisonne étrangement avec celle des milliers de réfugiés aujourd'hui.

Les conditions de travail et d'abattage y sont elles aussi hallucinantes. Le parallèle entre les conditions ouvrières et animales y est constant. La réflexion écologique et décroissante, indissociable des visées révolutionnaires, y est

exaltée.

Jamais misérabiliste, l'auteur nous fait la joie de montrer comment de la misère la plus noire peut jaillir l'espoir par l'action collective de classe.

On y apprend aussi beaucoup sur la naissance fulgurante et joyeuse d'un socialisme révolutionnaire qui sait son avènement proche.

L'auteur, menacé par les cartels mais porté par le mécontentement populaire, est reçu à la Maison Blanche. Son livre donnera lieu à toute une vague de réformes importantes. Écrire c'est aussi lutter !

NATHALIE

The Jungle, Upton Sinclair, éditions Le livre de Poche, 2011, 8,10€

Le piège Daech



Comment le groupe État islamique est apparu si soudainement ? Pratiquement du jour au lendemain, un groupe armé proche d'Al-Qaïda a non seulement conquis d'importants territoires en Irak mais s'est étendu dans cette Syrie qui voulait la chute du dictateur Bachar el-Assad suite aux Printemps arabes.

Le livre de Pierre-Jean Luizard nous éclaire très bien là-dessus. Il nous explique comment le terreau était propice au développement de Daech. Pour comprendre, il utilise l'histoire de la région et remonte à la chute de l'Empire ottoman. Après 1918, la France et l'Angleterre coloniales se partagent la région en créant des frontières artificielles. Ces puissances montent déjà les communautés les unes contre les autres pour protéger leurs intérêts économiques. Déjà des tensions sont fortes.

Ces terres de pétrole sont toujours convoitées

par les impérialistes. Et pendant la guerre Iran-Irak, les États-Unis ne sont pas loin. Les guerres du Golfe viennent détruire les forces en place en créant encore des frustrations notamment quand les sunnites sont virés des postes qu'ils avaient. Ils savent se battre, ils connaissent la stratégie militaire, le terrain... Ceux-ci rejoignent ce qui va devenir Daech, qui conteste le pouvoir irakien à la botte des États-Unis.

Nous apprenons comment l'État islamique fonctionne et gère ses territoires en s'appuyant sur la charia et sur les pouvoirs locaux des nouveaux espaces qu'ils conquièrent.

Ce livre est vraiment enrichissant et très accessible.

DAVID F.

Le piège Daech, L'État islamique ou le retour de l'Histoire, Pierre-Jean Luizard, éd. La Découverte

Le désert de la critique, Renaud Garcia

Dans ce livre Renaud Garcia, professeur de philosophie au lycée, s'efforce d'analyser les effets de la pensée de la déconstruction sur les « gauches » radicales et le mouvement libertaire en particulier. Issue de la « french theory » initiée par Foucault, Deleuze, Derrida et Guattari, entre autres, cette tendance a détruit l'idée d'universalisme et par là même sapé tout fondement commun à la critique sociale en multipliant et cloisonnant les différentes luttes. Cet ouvrage permet d'avancer dans la compréhension de l'échec actuel des différents courants socialistes (au sens premier du terme) à fédérer dans les milieux populaires et du succès

contemporain des nouvelles formes d'extrême droite dans ces mêmes milieux. L'auteur appelle à un renouveau de la lutte anti-capitaliste autour de la notion de « commun » qui permette de concilier pluralité et universalisme.

Un ouvrage riche et intéressant qui nous éclaire sur les soubassements théoriques des multiples ruptures ou dissensions qui traversent actuellement le mouvement libertaire et plus généralement contestataire et révolutionnaire.

FRANCK

Le désert de la critique, déconstruction et politique, Renaud Garcia, éditions L'échappée, 2015, 221p., 15 €.



Calpurnia, Jacqueline Kelly



Ce roman de Jacqueline Kelly est aussi incisif que lumineux. L'intrigue se noue lentement autour de Calpurnia, née à la fin du 19ème siècle dans une famille bourgeoise du Texas. La jeune fille se prend de passion pour l'observation des insectes et autres animaux qui s'épanouissent dans son jardin, au cours d'un été lourd et chaud. Avec l'aide d'un grand-père mystérieux et original, elle découvre les joies et la rigueur de l'observation scientifique et entre progressivement en opposition avec le destin de fille de bonne famille que son milieu social lui

impose. Par petites touches, au travers du regard curieux et acéré de Calpurnia, l'auteure dresse le portrait sans concession d'une société hiérarchisée qui, tout juste après l'abolition de l'esclavage, peine à donner place aux volontés d'émancipation des femmes. Ce roman est un petit bijou féministe, adapté pour des enfants à l'aise avec la lecture et les descriptions, à partir de 12 ans.

ÉLISE

Calpurnia, Jacqueline Kelly, L'école des loisirs, 2015



Merci patron !



Rhaaaaaa, que ça fait du bien de voir ça ! Dans nos temps de victoires du patronat sur tous les fronts de la lutte des classes, ce film documentaire potache de François Ruffin est un pavé hilarant dans la gueule d'un des plus symboliques patrons-voyous : Bernard Arnault. Celui qui a transformé l'industrie textile « old-school » du Nord en un groupe phare du luxe indécent a commencé par délocaliser toutes les usines, virer des centaines d'employés, ruiner des familles, dépecer des

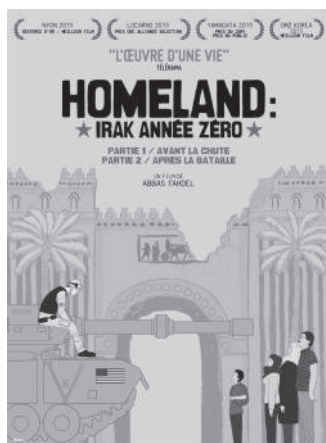
travailleuses et des travailleurs. Au passage : c'est lui qui a voulu se faire nationaliser belge pour placer avantageusement sa deuxième fortune française.

Le film raconte la lutte d'une des familles victimes de ce prédateur pour sauvegarder sa maison contre les charognards de la pauvreté (banquiers, huissiers...). Les méthodes de lutte sont plus qu'originales, toujours drôles, et les réactions du groupe LVMH complètement disproportionnées et toujours ridicules (barbouzeries dignes d'un mauvais film de De Funès, tentatives de redorage de blason pitoyables).

Merci François Ruffin (du journal Fakir)!

PM

Homeland : Irak année zéro



Homeland : Irak année zéro du cinéaste irakien Abbas Fahdel, sorti en 2015, est une fresque puissante d'avant la chute de Saddam Hussein jusqu'au lendemain de l'invasion américaine en 2003. Un film documentaire de 5h30 en deux parties - l'avant et l'après invasion.

Abbas Fahdel a choisi de filmer des membres de sa famille et tout particulièrement son neveu, Haidar. Dès le premier volet, le spectateur apprend sa mort prochaine. Il décédera après

l'intervention américaine, dans un pays en plein chaos, victime de tireurs inconnus. « Il m'a fallu dix ans pour faire le deuil de Haidar et replonger dans les rushes ».

Né en Irak Abbas Fahdel a quitté le pays à 18 ans pour étudier le cinéma « J'ai forgé ma vocation de cinéaste pendant mon adolescence, en Irak. Il y avait une trentaine de salles rien qu'à Bagdad ! J'ai découvert les films de Buñuel, d' Hitchcock, d'Antonioni, sous-titrés en arabe ».

Avec *Homeland*, comme Alice, nous passons de l'autre côté du miroir. De l'autre côté de la guerre qui sème la misère, le chaos et la mort, hier comme aujourd'hui.

NATHALIE

PALMES ACADÉMIQUES !



L'inénarrable Michel Noblecourt, spécialiste du syndicalisme au *Monde*, a toujours le chic pour relever des propos académiques. Le PDG d'Axa, Henri de Castries, à propos des syndicats : ils doivent « *changer de liturgie (...) faire leur Vatican II* ». La ministre du travail répliquant : « *Il faut passer d'une culture de l'affrontement à une culture du compromis* ». Dire « amen » aux patrons en quelque sorte ! (Extraits volés au *Monde* du 26 janvier 2016).

4

Ophélie Cohen, secrétaire à la formation à l'UNSA-police, dénonce une formation raccourcie pour les nouvelles recrues post-attentats dans la police. Plusieurs milliers de postes supplémentaires. À l'écrit un simple « *QCM, un questionnaire à réponses courtes, sans étude de texte* ». Désespérée, elle ajoute : « *Les problèmes rencontrés dans la société, nous les retrouvons déjà en école de police avec des soucis de politesse, des élèves qui ne savent plus écrire, etc...* ». Laisse tomber Ophélie, change de formation et de syndicat ! (Propos rapportés par Louise Fessard dans *Médiapart* du 21 décembre 2015)

3

« *Personne n'oblige les profs à être profs* ». Voilà ce qu'a déclaré dans *La Dépêche* du 8 février M. Jacques Caillaud, inspecteur d'académie en Haute-Garonne.

2

Alain Seksig, directeur du Casnav (organisme du rectorat chargé d'accueillir et scolariser les élèves primo-arrivants) de Paris, à propos des mineurs isolés : « *La scolarisation systématique n'est pas une solution* ». Pourquoi ? « *Il faut d'abord prouver qu'ils sont mineurs et isolés, ce qui n'est pas toujours le cas* ». Enfin, avec les tests osseux, ce n'est jamais le cas... « *J'entends les débats sur leur fiabilité mais si on les supprime, qu'aura-t-on à la place ? Et puis soit on dit : il y a des critères et on agit de façon humaine et bienveillante soit on dit : scolarisation systématique* ». Euh, on dit scolarisation systématique ? Non, car « *des enseignants se plaignent d'avoir des grands gaillards de 30 ans dans leur classe* ». « *Avant mon arrivée, la pratique consistait à scolariser ces jeunes systématiquement, il est certain que c'est moins fatigant et que cela expose moins, mais ce n'est pas très responsable* ». Alors que les laisser dans la rue tout l'hiver...

1



CNT - Fédération des Travailleuses et travailleurs de l'Éducation
33 rue des vignoles
75020 Paris
Tel : 07 82 14 98 31
mail : fede-educ@cnt-f.org

LA MAUVAISE HERBE / ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Mail :

Abonnement pour 4n° - 10€
à partir du n°....

Commander un numéro :
N°.... - nombre de n°.... X 3€ =

Soutien :

*Chèque à l'ordre de la CNT-FTE

Bulletin à envoyer à : CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris

LES REVUES QU'ON EST CONTENT-E QU'ELLES EXISTENT



L'envolée
Journal réalisé par des ex-prisonniers ou proches de prisonniers, qui publie quatre fois par an des textes venus des prisons et des textes contre les prisons. L'Envolée coûte 2€ et se trouve dans beaucoup de bonnes librairies sur le territoire. Voir la liste sur leur site: <http://lenvolee.net>



Merhaba, Bienvenue, Welcome...
Journal d'échanges et d'informations sur les luttes des migrantEs. Journal distribué dans les manifs et dans les centres d'hébergements et diffusé en français, anglais, arabe et farsi. Contact : mehraba@riseup.net



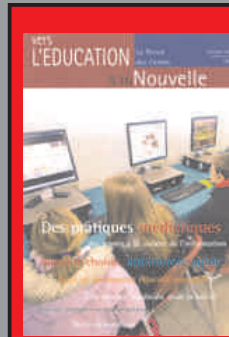
Jef klak
Critique sociale & expériences littéraires. « Jef Klak, c'est un collectif, une revue papier tous les six mois (à pagination variable), un disque de création sonore, un site internet et un journal mural. Nous ne consacrons aucune page à la publicité et ne sommes rattachés à aucun groupe. » <http://jefklak.org/>



Revue Z
Revue itinérante d'enquête et de critique sociale. « Z n'est l'organe d'aucun parti, ni le reflet d'un engagement monolithique. Refusant les étiquettes, nous assumons nos prises de position qui, au-delà de ce journal, peuvent nous impliquer dans divers combats ». N°9, Technopoles radiuses, 215 p. - 13€. <http://www.zite.fr/>.



N'autre école - Q2C
Revue et site alternatif d'éducation, de lutte et de pédagogie. « Nous pensons qu'il y a un lien intime et nécessaire entre pédagogie et lutte sociale et que les réflexions, les luttes et les pédagogies se partagent ». 5 euros le numéro. www.questionsdeclasses.org/



Vers l'Éducation Nouvelle (revue des Cemea)
Revue d'expression politique et pédagogique, elle traite de l'Éducation nouvelle dans divers champs d'intervention : enfance, pratiques éducatives et culturelles, rencontre interculturelle à l'école, au collège, dans le quartier, la ville en France et dans le monde. 10 euros le numéro trimestriel.

LE COMBAT SYNDICALISTE
CNT CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Combat syndicaliste
Journal mensuel de la CNT
Contact : [33 rue des vignoles 75020 Paris cs.administration@cnt-f.org](mailto:33.rue.des.vignoles@cnt-f.org)

CLASSES EN LUTTE

La CNT défend le droit à l'éducation et agit pour que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité.

Classes en lutte
Bulletin fédéral de la CNT éducation
www.cnt-f.org/fte
Contact: fede-educ@cnt-f.org
06 26 50 01 36
Inscription à la liste de diffusion : classesenlutte-owner@cnt-f.org

RADIO LIBERTARIA

Radio libertaria
• Retrouvez la CNT éducation en Région Parisienne sur Radio libertaire 89.4, ou sur le site de Radio libertaire
• Deuxième mardi du mois de 20h30 à 22h30
• En podcast sur le site : www.cnt-f.org/fte